

Transnational Associations

The review of the Union of International Associations



6/98

Mondialisation :
dix propositions pour
un contre-projet
global et local

International Relations
of national NGOs

Revue bimestrielle
novembre - décembre 98
Bureau de dépôt Bruxelles X

Associations transnationales

La revue de l'Union des associations internationales

Transnational Associations *Associations transnationales*

Transnational Associations is a unique bilingual journal whose aim is to deal with major current problems within the perspective of international nongovernmental organizations. It is intended to provide a forum for authoritative information and independent reflection on the increasing role played by these organizations in the international system, and on its philosophical, political, economic or cultural implications.

The approach is intrinsically interdisciplinary, and calls for both specialist expertise and practitioner experience in transnational association matters. *Transnational Associations* provides background information about the actions and achievements of international associations, and insight into their interrelations with intergovernmental organizations. It covers a wide range of topics, among which social organization, humanitarian law, scientific cooperation, language and culture, economic development, to cite just a few.

The programme of the review, in accordance with the principles of the UIA, clarifies general awareness concerning the association phenomenon within the framework of international relations and, in particular, informs associations about aspects of the problems which they tend to share or which are of common interest to them. Contributors to the journal review include association officers, research workers and specialists of association questions who engage only themselves.

Founded in Brussels in 1907 as the Central Office of International Associations, the UIA became a federation under the present name in 1910 at the 1st World Congress of International Associations. Activities were closely associated with the Institut international de bibliographie, which later became the International Federation for Documentation. Its work contributed to the creation of the League of Nations and the International Institute of Intellectual Cooperation (the predecessor of UNESCO). During the 1920s, the UIA created an International University, the first of its kind.

The UIA has consultative relations with UNESCO, UN/ECOSOC, and ILO. It collaborates with FAO, the Council of Europe, UNITAR, and the Commonwealth Science Council.

Associations transnationales est la seule revue traitant des grands problèmes contemporains dans la perspective des organisations internationales non gouvernementales. Elle se propose d'apporter des éléments d'information provenant des sources les plus autorisées, propres à susciter une réflexion indépendante sur l'affirmation du rôle joué par ces acteurs dans le système international et sur les aspects philosophiques, politiques, sociaux et culturels de cette évolution.

La visée adoptée est essentiellement interdisciplinaire et fait appel au savoir comme à la pratique des spécialistes du champ d'action des associations transnationales. Les documents, articles et études publiés par Associations transnationales traitent également des liens établis entre celles-ci et les organisations intergouvernementales. Les domaines couverts s'étendent aux problèmes de société, au droit humanitaire, à la coopération scientifique, aux questions linguistiques et culturelles, au développement économique ou à tout phénomène affectant la vie de ces associations.

Le programme de la revue, conformément aux buts de l'UIA, vise à éclairer l'opinion sur la signification de la dimension associative des relations internationales, notamment en informant les associations au sujet des questions qui relèvent de leurs domaines ou affectent leurs intérêts communs. Les textes des auteurs publiés par la revue (dirigeants d'associations, chercheurs et spécialistes des questions associatives) n'engagent que leur opinion.

L'UIA a été créée officiellement en 1910 à Bruxelles au cours du premier congrès mondial des associations internationales. Ses fondateurs, le Sénateur Henri La Fontaine, prix Nobel de la Paix 1913 et Paul Otlet, Secrétaire général de l'Institut international de bibliographie, avaient mis sur pied en 1907 l'«Office central des institutions internationales» auquel l'UIA succéda sous la forme de fédération. En 1914, elle regroupait 230 organisations, soit un peu plus de la moitié de celles qui existaient à l'époque. L'UIA devait incarner, dans l'esprit de ses fondateurs, les aspirations internationalistes et les idéaux de paix qui animaient les associations et qui allaient aboutir en 1920 à la création de la Société des Nations.

L'UIA a obtenu le statut consultatif auprès de l'ECOSOC, de l'UNESCO et de l'OIT. Elle collabore avec l'UNITAR, la FAO et le Conseil de l'Europe. Elle entretient des relations générales et ponctuelles avec les organisations régionales.

Contents 6/1998 *Sommaire*

Mondialisation : dix propositions pour un contre-projet global
et local
par Fernand Vincent
Page 270

Cooperation between the World Bank and NGOs
Page 284

International relations of national NGOs
by Cyril Ritchie
Page 297

Association News
Vie associative
Page 300

New International Organisations
Nouvelles organisations internationales
Page 305

Index 1998
Page 305

Transnational Associations *Associations transnationales*

Mondialisation

Dix propositions pour un contre-projet global et local

par *Fernand Vincent* *

«A tout instant, quelque part dans le monde, sous une forme ou sous une autre, le mouvement social organise des résistances ou conduit des offensives qui, si elles bénéficiaient de la même couverture médiatique que les opérations de concentration capitaliste ou l'activité boursière des grandes places financières révéleraient à tout un chacun l'ampleur des luttes».

Christian de Brie **

Introduction

Le bilan de la mondialisation démontre clairement que l'on ne peut continuer à accepter et à tolérer qu'un système crée tant d'injustices et de souffrances.

Et pourtant, «la mondialisation n'est pas coupable» (*Paul R. Krugman*). Ce sont les hommes et les dirigeants qui l'ont engendrée qui en sont responsables. Nous les avons laissés faire sans agir. Il est temps de passer à l'action et de renforcer ce qui a déjà été fait pour un véritable changement.

Il n'est pas nécessaire de verser dans l'extrémisme et de tout condamner. Il est normal de penser et de construire entre les peuples du monde un système d'échanges commercial, économique et financier global et mondial. C'est la façon de le faire et le choix des acteurs qui est fondamental. Or le système actuel issu du néo-libéralisme n'est pas acceptable.

Nous sommes actuellement dans une situation où quatre scénarios sont possibles (Futuribles avril 1998) :

1. *La société bloquée* : renforcement du scepticisme et du besoin de sécurité anesthésiant toute réforme.
2. *Le libéralisme prudent* : retour au pragmatisme, à l'individualisme. La société devient libérale «malgré elle», la confiance n'est pas restaurée et la fracture sociale s'agrandit.
3. *La société exploratrice* : retour de l'individualisme et de la confiance portant un libéralisme triomphant.
4. *L'harmonie sociale* : de nouvelles aspirations s'affirment comme alternatives durables au libéralisme et au matérialisme.

Nous choisirons bien sûr le dernier scénario. Il s'agit en fait de «*replacer l'Homme (et la*

Femme) au centre de nos préoccupations». Il y a nécessité de construire un contreprojet global et local. Il y a «*besoin d'utopie*». Notre utopie contre la leur !

Beaucoup de citoyens sont à la recherche d'un «*Agir ensemble*». L'IRED (Innovations et réseaux pour le développement), et beaucoup de ses partenaires, ont commencé le travail vers une autre mondialisation. Comment le poursuivre?

Un contre-projet global et local

Les objectifs

Nous voulons construire et gérer un contre-projet, ce qui exige d'abord de bien connaître quel est le projet que l'on veut remplacer ou modifier profondément. Bâtir un nouveau projet, pour remplacer l'ancien, suppose réalisme, compétence et engagement dans une action commune et participée.

Ce nouveau projet exige de bien connaître, au départ, quelles sont les valeurs sur lesquelles on veut construire. Avec *R. Petrella*, nous voulons promouvoir tout d'abord la «*solidarité mondiale*», non seulement entre le Nord et le Sud, mais aussi entre nantis et marginalisés. Cela suppose : redistribution des richesses à tous les niveaux, protection sociale, égalité des chances et citoyenneté.

Plusieurs défis sont à relever: satisfaction des besoins, revitalisation des liens sociaux, participation, accès au pouvoir, démocratie et arrimage du local au mondial.

Enfin redonner le pouvoir à la société civile. Replacer l'homme, comme on l'a déjà dit, au centre de toute notre action.

* Président de Access International, 7, chemin du Nantet, 1245 Collonge-Bellerue, Suisse.

** Le recours des rebelles», *Le Monde Diplomatique*, mai 1998.

Transnational Associations, 6/1998, 270-283.

Les stratégies

Analyser le modèle existant, les conséquences et les causes des réussites et des échecs à tous les niveaux et dans tous les domaines de façon à ne plus refaire les mêmes erreurs, tel sera notre objectif premier.

Appliquer une stratégie basée sur les personnes (*people*) et leurs organisations et prendre conscience que notre force repose avant tout sur la qualité et le nombre des personnes et des organisations qui se seront engagées concrètement dans le changement. Il faut opposer aux technocrates du modèle dominant les millions de personnes du monde entier qui sont organisées et engagées dans la *concrétisation de ces alternatives*.

C'est pourquoi, notre stratégie repose sur un double mouvement : du «*local au global*» et du «*global au local*». Elle inclut aussi une participation active des autres acteurs, que nous reconnaissons et auxquels nous donnons leur place : l'État et le secteur privé, à condition cependant qu'ils jouent leur véritable rôle de «*rendre service*» aux citoyens, de «*de gérer le bien commun*» et d'associer capital et travail pour produire les biens et services qui répondent aux besoins de tous, à un juste prix et à de justes rémunérations.

Ce nouveau projet suppose une participation active de tous les acteurs. D'où formation pour que chacun, à son niveau, puisse prendre conscience de son rôle et de son pouvoir. Car chacun de nous est souvent à la fois un *producteur*, de par son travail, et un *consommateur*, de par les dépenses qu'il effectue. Ensemble, nous pouvons prendre conscience que notre force principale, et que les leviers de notre action, sont d'abord dans le fait que nous sommes des producteurs et des consommateurs. Regroupés et organisés en tant que tels, nous pouvons changer les choses.

Il faut alors relier les personnes et leurs organisations au «*politique*», pour défendre notre projet et le négocier. En construisant notre «*force collective*» et en proposant des alternatives réalisables, nous nous imposerons dans les négociations.

Notre nouveau projet suppose de négocier avec les «*barons du néolibéralisme*» que sont le FMI, la Banque mondiale, l'OMC,

l'OCDE, les Clubs Financiers Internationaux, les gouvernements et les autres organisations nationales et régionales qui prennent les décisions. Cela suppose : *lobbying et négociations*. Nous devons savoir utiliser les conventions internationales qui nous donnent des *droits* et les déclarations officielles des leaders de ces organisations, à l'exemple du discours incrocutif à la dernière rencontre de l'OMC par son Secrétaire Général, Mr. Rubens Ricupero :

«L'OMC doit être considérée comme un partenaire dans l'effort international global déployé par l'ONU et ses divers organismes en vue de promouvoir un développement durable et le respect des droits de l'homme et d'atteindre les objectifs de la Charte des Nations Unies. L'OMC, comme toutes les autres organisations internationales, doit s'efforcer d'éviter les dangers de la mondialisation, en particulier celui de la marginalisation des membres les plus faibles de la communauté internationale.

Il ne faut pas se laisser abuser par l'atmosphère de fête des célébrations qui nous réunissent ici. A l'extérieur, il y a l'anxiété et la peur, l'insécurité de l'emploi et ce que Thoreau a appelé «une vie de désespoir silencieux». Cela fait aussi partie de la réalité, au même titre que les succès impressionnants de la libéralisation mondiale. Les Nations Unies, l'OMC et les Institutions de Bretton Woods ont le devoir sacré de donner au monde des raisons de croire à l'avenir et de rendre à tous l'espoir.»

Dix propositions pour un contre-projet

Nous voudrions formuler ci-après dix propositions qui présentent nos idées, fortement influencées par un article paru dans le *Monde Diplomatique* de mai 1998, les travaux de R. Petrella, et celles d'autres, cités dans la bibliographie, qui ont le mérite d'être déjà opérationnelles ou suffisamment étudiées.

Nous n'avons, bien sûr, pas la prétention de posséder LA réponse ; notre souci est de contribuer à la recherche de solutions pratiques et positives. Des groupes de travail peuvent donc se constituer pour approfondir ces idées et en formuler d'autres.

A. Se donner des outils d'analyse et de connaissance de la situation actuelle

Au plan global, il nous apparaît que le travail fait par le PNUD et ses experts dans le domaine de l'établissement d'instruments de mesure (indicateurs du développement humain), doit être pris en compte et servir de repères pour nos propositions.

Ces indicateurs du développement humain ont le mérite de dépasser très largement l'ancienne approche qui consistait à mesurer le développement en termes quantitatifs, économiques et financiers (PIB, revenu, investissements, etc.).

Ces indicateurs, en effet, incluent des éléments de mesure du développement social, culturel, politique et humain, tels l'accès à la santé, à l'enseignement, le degré de démocratisation, l'importance du chômage, etc, qui permettent une approche plus humaine de la notion de développement.

Il est certain que le modèle occidental et néolibéral de développement, reposant sur des valeurs contestables telles la « consommation » et *Y « argent »*, n'est plus accepté non seulement par les pays du Sud, mais est maintenant très contesté dans les pays du Nord. Nous lui substituons des notions de justice, de solidarité et de respect des personnes.

Notre stratégie globale utilisera donc ces nouveaux outils pour établir les repères de notre action globale. Elle prendra aussi tous les moyens de nos centres de recherche pour faire un bilan de la situation actuelle et pour connaître les erreurs importantes qui ont été faites et qu'il faut à tout prix éviter à l'avenir.

An plan local et pratique, nous faisons reposer nos analyses sur les travaux de centres internationaux et nationaux que nous contrôlons.

Parmi ceux-ci, il faut citer le *Centre International pour le Commerce et le Développement Durable*.

Travaillons aussi avec tous les centres nationaux et régionaux, tel le *Forum for Debate on Alternative Systems*.

B. Soustraire l'information à l'emprise du capital et empêcher le dévoiement des multimédias.

Partout dans le monde, les radios, les

TABLE DES INDICATEURS DU DEVELOPPEMENT HUMAIN

- *Espérance de vie à la naissance.*
- *Population ayant accès aux services de santé.*
- *Population ayant accès à l'eau potable. Population ayant accès à l'assainissement.*
- Apport*
 - *journalier de calories par habitant.*
 - *Taux d'alphabétisation des adultes.*
- ~ *Taux brut de scolarisation, tous niveaux confondus.*
- ~ *Diffusion des journaux quotidiens.*
- Récepteurs*
 - *TV.*
 - ~ *PIB réel par habitant. PNB par habitant.*
- Puis encore :*
 - ~ *Participation des femmes à la vie politique.*
 - ~ *Survie et développement de l'enfant. Santé.*
 - ~ *Sécurité alimentaire.*
 - ~ *Disparité dans l'enseignement. Emploi.*
 - ~ *Accès aux moyens de communication. Investissement social.*
 - *Déséquilibre entre les dépenses militaires et l'emploi des ressources.*
 - ~ *Flux des ressources (dette extérieure). Croissance urbaine.*
 - ~ *Bilan démographique (taux de croissance net).*
 - ~ *Utilisation de l'énergie.*
 - *Bilan des ressources naturelles.*
 - *Comptes du revenu national (PIB PNB).*
 - Tendances économiques.*
 - *Chômage.*
 - *Tendances et évolutions sociales.*
 - *Instruments de protection des droits de l'homme.*

LE CENTRE INTERNATIONAL POUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

Créé par un réseau d'organisations non gouvernementales ; l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature, la Communauté de travail des ONG suisses (Swissaid, Action de Carême, Pain pour le Prochain, Helvetas, Caritas), ainsi que plusieurs ONG du Nord et du Sud, le Centre s'efforce de faciliter les relations entre ONG et OMC. Il permet à chaque organisation de s'informer et de se former sur les travaux de l'OMC et de faciliter les rapports entre la société civile et cette situation.

Pour en savoir plus :
ICTSD
13, rue des Anémones, 1219 Châtelaine, Genève, Suisse
Tél.: +(4122)9799494,
<http://www.ictsd.org>.

chaînes de télévision et la presse sont dans les mains de groupes financiers, liés au modèle dominant, qui contrôlent l'information et distillent leurs idées à des centaines de millions de personnes. La publicité que ces moyens de communication véhiculent influe sur les comportements des consommateurs et enrichit en même temps les propriétaires des entreprises qu'ils contrôlent.

Par ailleurs, l'arrivée en force sur le marché des multimédias, et en particulier d'Internet, renforce ces dominations et ces influences négatives.

Au plan global, notre contreprojet proposera des alternatives globales, en particulier une réglementation plus sérieuse des droits de propriété des moyens de communication (éviter les monopoles), un système de contrôle de la publicité et surtout la création et le renforcement des initiatives déjà prises pour créer des réseaux nouveaux de communication. PANOS international, par exemple, pourrait jouer un rôle clé dans cette stratégie.

Au plan local et concret, des projets tels ceux des radios ou des réseaux sectoriels ou locaux d'Internet sont des réponses à multiplier.

PANOS INTERNATIONAL

C'est un réseau de PANOS nationaux, très actif dans le domaine de la démocratisation de l'information.

Les objectifs du programme régional pour l'Afrique de l'Ouest, par exemple, sont de :

- ~ Promouvoir les cadres juridiques et institutionnels du pluralisme ;*
- Renforcer la viabilité économique des médias ;*
- Développer l'accès, l'usage et la démocratisation des Nouvelles Technologies de l'Information (NTI), notamment Internet ;*
- Développer la recherche, la documentation et les publications pour mieux connaître les médias.*

PANOS Afrique de l'Ouest organise des séminaires, des tables rondes, des voyages d'étude et diffuse des publications.

Pour en savoir plus :
Institut PANOS
20, rue Mohamed V, B.P. 21.132, Dakar
Ponny, Sénégal
Tel : +(221)822 16 66,
Fax: +(221)822 17 61
E-mail : panos@sonatel.senet.net,
[Alymana Bathily](mailto:Alymana.Bathily@worldnet.net), ou
Institut PANOS
10 rue du Mail, 75002 Paris, France
Tel: +(33)14005 50,
Fax: +(33)140 03 30,
E-mail : Panos@worldnet.fr

Des actions de formation de journalistes spécialisés, des échanges d'expériences pourraient se réaliser systématiquement.

C. Garantir un emploi et un revenu minimum à tous

Au plan global, travaillons, en particulier avec les syndicats, à une nouvelle distribution du travail et à une meilleure maîtrise des effets des délocalisations.

PAN MONGOLIE
ENTRE L'AVENTURE ET L'EXPLOIT

Le premier service d'Internet d'origine mongolienne est né grâce aux efforts d'une société locale d'informatique et de réseautage, Datacom, et à l'assistance qu'elle a reçue du Pan Asia Networking (PAN), le réseau panasiatique mis sur pied par le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI).

Ce programme subventionne l'organisation des infrastructures de communications ainsi que toute recherche pertinente dans les pays asiatiques en développement.

Le partenariat entre Datacom et le PAN qui a débouché sur la création d'un premier réseau de communication à prix abordable a donné naissance à un réseau complet d'Internet. Mieux encore, ce partenariat a été l'occasion pour la Mongolie d'acquiescer une infrastructure de base qui lui permet aujourd'hui d'aménager de nouvelles techniques et de diffuser de nouveaux contenus.

Les usagers sont maintenant nombreux, depuis le premier ministre jusqu'aux Mongoliens des zones éloignées, aux agences de développement, aux universités et aux nouvelles entreprises nationales, à se lancer dans l'aventure.

*Pour plus d'information:
Data Communications Systems
M. Dangvasuren Enkhbat, Directeur Général
PO Box 385, Central Post Office,
Ulanbataar13, Mongolie
Tel & Fax: +(976 1) 32 02 10, <http://www.idrc.ca/books/reports/1996/3601f.html>*

*Sources: Le journal du CRDI, Geoff Long,
journaliste indépendant en Asie, et IRED-
Forum français n° 66, avril-juin 1998*

Par le BIT, nous pouvons négocier des conventions internationales pour protéger et stimuler l'emploi, en particulier par la création de petites et moyennes entreprises qui seraient mieux soutenues par les banques et par les gouvernements pour recevoir les crédits dont elles ont besoin.

Un accent spécial sera mis sur le secteur non formel des villes du Sud, et aussi du Nord. C'est en effet là que l'emploi peut être développé et multiplié. Plutôt que de condamner le secteur, il faut l'organiser, l'aider à se développer en harmonie avec le secteur moderne.

Les négociations entre employeurs et employés s'intensifieront pour trouver les voies et moyens d'une diminution du travail profitable à l'emploi de chômeurs.

Au plan local et concret, nous pouvons soutenir et développer des initiatives allant dans le sens cité ci-avant.

Voici quelques exemples à suivre :

«Face au chômage dû à la baisse de la demande et à l'augmentation de la productivité, les usines Volkswagen en Allemagne doivent licencier des dizaines de milliers d'ouvriers. A la suite d'une prise de conscience des patrons et des employés et de négociations fructueuses, un accord aboutit à une réduction des heures de travail de l'ensemble des ouvriers pour que ceux qui allaient être licenciés puissent continuer à travailler, et cela, grâce à des efforts financiers acceptés à la fois par l'entreprise, mais aussi par les ouvriers».

«Le coût de la création d'un emploi durable, dans le secteur informel du Sud est d'environ 2.000 US\$. Celui de la création d'un emploi dans le secteur moderne de 10 à 50 fois plus selon les cas. Certes, la richesse économique créée par l'emploi du secteur moderne est plus importante, mais ne va-t-elle pas dans les poches de ceux qui possèdent déjà suffisamment?»

«A l'exemple de plusieurs pays européens, et grâce à l'action des syndicats, la fixation d'un Revenu minimum est accepté et payé, permettant aux plus démunis de sortir de la misère».

D. Donner une plus grande place au sud
Dominique Froidevaux, dans la «Guerre économique», cite : «le Sud, dans ce système? Soit il s'intègre, soit il est largué ! NOUS vivons dans un véritable apartheid social».

Le Sud doit trouver sa place dans le monde et pour cela, au plan global, nous nous engagerons dans des actions d'importance. L'annulation de la dette est une mesure que les pays riches doivent prendre rapidement, car cette dette provient souvent de décisions de dirigeants du Sud qui ne mesuraient pas les conséquences de leurs actes en signant de tels contrats de longue durée, et en US\$! Soutenons donc à fond toutes les initiatives qui sont prises en vue de progresser dans ce sens.

L'aide au développement sera réformée et responsabilisera davantage ceux qui la reçoivent. Influençons la politique de nos gouvernements et celle des ONG, dont nous sommes membres, pour que nos aides soient efficaces (capitalisation, accès au crédit, formation, renforcement institutionnel, effacement de la dette, etc.).

Au plan local et concret, nous pouvons augmenter le nombre de nos réussites et inventer de nouvelles solutions. Par exemple :

* Créons des Fonds de contrepartie des rachats de dettes, comme le gouvernement et les ONG suisses l'ont fait aux Philippines, grâce à un rachat de dette de 50 millions de Sfr. Ce Fonds, financé en monnaie locale par le gouvernement philippin, sert à financer des projets de développement durable présentés par les ONG du pays. La création d'une Fondation nationale fut possible grâce à la formation d'un capital dont les intérêts servent à financer ces projets. Ainsi, le Fonds est durable et les décisions sont prises par les représentants des ONG locales qui administrent le Fonds.

* Augmentons et généralisons la création de systèmes financiers décentralisés ou de micro-banques, pour faciliter l'accès au crédit de ceux avec lesquels les banques refusent de collaborer.

* Modifions nos comportements de consommateurs pour créer une demande de produits sains. Le travail de l'Association mondiale des

consommateurs, dont le siège est à Penang, en Malaisie, aura notre soutien.

Et aussi, encourageons et soutenons les recommandations formulées par la dernière réunion des ministres du Commerce de l'OUA (Organisation de l'unité africaine). Redonner au Sud, et en particulier à l'Afrique une place plus juste dans le commerce mondial sera une de nos préoccupations majeures.

GRAMEEN BANK

Créée par Mohamed Yunus, il y a 15 ans, la Grameen Bank du Bangladesh est aujourd'hui un exemple intéressant qui démontre que «prêter aux pauvres est non seulement possible, mais rentable, car ils remboursent mieux que les riches».

Par ailleurs la Grameen Bank atteint plusieurs millions de clients pauvres de tout le pays et est devenue la référence mondiale, utilisée par les grandes organisations financières internationales, pour concevoir et développer des programmes de micro-crédit.

En plus, la Grameen Bank est aujourd'hui un exemple qui a donné naissance, dans une vingtaine de pays, à la création de systèmes financiers ou banques semblables. Un exemple à suivre parce qu'il est aussi une alternative financière qui a démontré sa puissance et son efficacité.

E. Désarmer le pouvoir financier

Dans le système actuel, l'Etat abdique face au pouvoir financier qui est totalement contrôlé par les multinationales et les banques. Celles-ci sont donc devenues des puissances dont les décisions conditionnent notre vie. Le tableau ci-après parle de lui-même et démontre bien l'importance du pouvoir des transnationales :

ASSOCIATION MONDIALE DES
CONSOUMMATEURS DE PENANG,
MALAISIE

Pour plus d'information :
do Third World Network
228 Mcalister Road, 10400 Penang, Malaisie
Tel: +(604)2293511.
Fax: +(6402298106,
E-mail : twn@igc.apc.org.

Le poids des États et des transnationales (en milliards de US\$)	
Entreprises (transnationales) ou pays	Total du chiffre ou du PIB (pays)
Indonésie	174,6
General Motors	168,8
Turquie	149,8
Danemark	146,1
Ford	137,1
Afrique du Sud	123,3
Toyota	111,1
Exxon	110,0
Royal Dutch/Shell	109,8
Norvège	109,6
Pologne	92,8
Portugal	91,6
IBM	72,0
Malaisie	68,5
Venezuela	59,0
Pakistan	57,1
Unilever	49,7
Nestlé	47,8
Sony	47,6
Egypte	43,9
Nigeria	30,4
Ou encore :	
Les cinq plus grandes	
Entreprises	871,4
Pays les moins avancés	76,5
Asie du Sud	451,3
Afrique subsaharienne	246,8

Ainsi, par exemple, le chiffre d'affaires de plusieurs transnationales est supérieur au PNB (Produit National Brut) de nombreux grands pays ! C'est donc bien la démonstration que le pouvoir des transnationales est plus grand que celui des États, et ce d'autant qu'elles sont organisées au niveau mondial, alors que les États se renferment trop souvent sur leurs propres frontières.

Au plan global, notre action consistera à :

- Renforcer les expériences d'économie sociale et solidaire.
- Taxer le capital et surtout la spéculation, car il est inacceptable que plus de 90% des transactions financières ne représentent aucun effort productif, mais seulement du papier...
- Créer, comme le réclame R. Petrella, un Conseil Mondial de Sécurité Financière et un Fonds Mondial destinés à financer l'état de bien-être des plus démunis de notre planète.
- Introduire une taxe sur les transactions financières (Taxe Tobin) qui permettrait de financer un tel Fonds.

LA TAXE TOBIN

James Tobin, Prix Nobel d'économie, a proposé L prélévement d'un impôt sur toutes les transaction en devises. Se' on lui, une imposition même minime, augmenterait suffisamment le coût de la spéculation pour enrayer cette machine infernale. L' autre avantage d'une telle imposition serait d' dégager des ressources importantes qui pourraient être utilisées, dans le cadre d'un fonds approprié, pour des projets accordant la priorité aux besoins fondamentaux (alimentation, logement, santé, éducation) des plus démunis.

La Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement a calculé qu'une taxe de 0,25 % appliquée progressivement sur les opérations spéculatives dans une proportion pouvant aller jusqu'à 30 %, tout en générant des recettes fiscales de l'ordre de 200 milliards de dollars par an pour l'ensemble du monde.

C'est le caractère provoquant de cette proposition que nous retiendrons ici. Tobin montre en effet que les richesses existent: elles circulent, elles sont accaparées par un petit nombre. On peut donc tenter d'en redistribuer une partie tout en introduisant un grain de sable dans la mécanique spéculative.

*Source: «Agir: pour une nouvelle citoyenneté»,
Dominique Froidevaux dans
«Guerre Économique».*

ATTAC, C'EST PARTI !

L'Association action pour une taxe tobin d'aide aux citoyens (ATTAC) a été créée avec pour objectif de produire de l'information sur tous les aspects de la domination de la sphère financière et d'agir contre elle aux niveaux national, européen et international.

*Pour en savoir plus :
Association Action pour une Taxe Tobin d'Aide
aux Citoyens (ATTAC)
9bis, rue de Valence, 75005 Paris, France
Tel : +(33)01 43 36 30 54*

Au plan local et concret, renforçons et coordonnons les très nombreuses initiatives et réalisations dans le domaine du financement alternatif et en particulier :

- les banques coopératives et alternatives contrôlées par leurs membres ;
- les systèmes d'épargne solidaire qui facilitent le financement de l'économie sociale et le financement du développement du Sud—
- les systèmes efficaces d'épargne et de crédit (Grameen Bank et autres) ;
- la solidarité nord-sud des fonds de pension ou des syndicats ou églises ;
- l'utilité des systèmes de garanties bancaires pour donner aux plus déshérités la possibilité d'emprunter pour réaliser et financer leurs projets économiques ;

*l'utilisation et l'appui aux centres d'information financière permettant d'orienter les placements de notre épargne vers des investissements éthiques et solidaires ;
l'adhésion aux organisations d'actionnaires qui achètent des actions d'une multinationale et se rassemblent pour mieux intervenir lors des assemblées générales de ces entreprises pour faire connaître leurs positions face à la politique menée.*

DES GARANTIES BANCAIRES POUR CRÉER DES EMPLOIS

La Fondation RAFAD, à Genève, accorde aux organisations de producteurs et commerçants (artisans du secteur informel, femmes-entrepreneurs, coopératives paysannes voulant exporter leurs produits, etc.) des garanties bancaires internationales qui leur permettent d'avoir accès au crédit de leurs banques locales, en monnaie locale, pour financer leur équipement, l'achat des matières premières ou des produits à commercialiser, ou encore pour simplement créer le cash flow nécessaire à leur fonctionnement journalier.

Grâce à ces garanties bancaires et en 10 ans, plus de 30 000 emplois ont été créés ou consolidés grâce à un capital-garanties de 3 millions de US\$. Le coût de la création d'un emploi est de 1.500 US\$ alors qu'il est dix fois supérieur (ou davantage) dans le secteur moderne.

ACCIÓN International/ en Amérique Latine, OPPORTUNITY International, la Fondation France-ACTIVE et d'autres organisations utilisent de telles méthodes alternatives de financement pour faciliter la création d'emploi non seulement dans le Sud, mais aussi au Nord où le chômage sévit.

*Pour en savoir plus :
Fondation RAFAD
1, rue de Varembe, 1211 Genève 20, Suisse
Tel. : +(41 22)733 50 73), Fax : +(41 22)733 70 83,
E-mail : rafad@iprolink.ch*

Enfin, soutenons tous les efforts effectués par les entreprises qui désirent associer les travailleurs au capital et à la gestion des affaires.

CANES DE NESTLE

C'est une association des «actionnaires responsables» de la grande multinationale de l'alimentation qui utilisent ensemble leur pouvoir de vote pour intervenir, en assemblée générale des actionnaires, sur des questions de politique de l'entreprise, touchant en particulier aux domaines éthiques.

Ainsi, la CANES a joué un rôle très actif dans la grande campagne «Baby Killer», qui a obligé la multinationale à changer sa politique de marketing.

Pour en savoir plus :
Convention des Actionnaires de Nestlé (CANES)
Case postale, 1270 Tré/ex, Suisse

LA CONTRIBUTION DE L'ENTREPRISE AU DEVELOPPEMENT

L'entreprise peut contribuer au développement durable de trois manières:

- 1) d'abord et avant tout en gérant avec compétence ses activités principales tout en respectant l'éthique de façon à maximiser les bénéfices engendrés et les effets multiplicateurs pour les pays où elle est implantée et les communautés,*
ceci grâce à:
 - des décisions responsables dans le choix de la localisation et des investissements qui tiennent compte du contexte environnemental et social;*
 - une production, un marketing, une distribution des marchandises et des services qui sont responsables;*
 - une gestion des ressources humaines qui implique une politique de l'emploi saine,*

(Source : «Guerre Économique, l'heure de la résistance», Corme, Genève (Suisse), 1997

des programmes de santé et de sécurité, des cycles de formation, la prise de participation au capital par les employés et des primes d'encouragement;
— une coopération dans le domaine de la technologie qui enrichit le savoir-faire local et les systèmes de gestion;
— une mise en œuvre de principes et de critères internationalement reconnus dans le monde des affaires et de pratiques ayant trait à la qualité des produits et à la gestion de l'environnement;
— la création de liens en amont on en aval, qui maximisent les points forts et les points faibles locaux, qui favorisent la création d'entreprises grâce par exemple à des pratiques d'approvisionnement et d'achats qui font appel à des services locaux et créent des facilités locales plutôt que d'avoir recours à des importations.
2) en second lieu, grâce à des investissements sociaux, il ne s'agit pas de se limiter à la distribution de subventions philanthropiques aux œuvres charitables locales, mais aussi de partager l'expertise dans le domaine de la gestion et de la technique, par exemple en proposant des programmes de formation à la gestion aux autorités locales et aux ONG.
3) troisièmement, l'entreprise peut être amenée à jouer un rôle important dans la gestion du bien commun en discutant avec le gouvernement central ou local de la création de régimes fiscaux appropriés, de structures institutionnelles et de mécanismes régulateurs qui permettent de s'attaquer aux obstacles que doivent franchir des investisseurs responsables du secteur privé, de contribuera l'éducation, à la formation, au développement économique local, à l'emploi à l'élaboration de politiques de l'environnement. Dans ce contexte, une bonne entreprise peut se définir ainsi: c'est une entreprise qui gère de façon responsable son impact économique, social et environnemental, minimisant les impacts négatifs et maximisant les impacts positifs, et qui entretient avec ses principaux partenaires, auxquels elle rend des comptes, des relations transparentes.

Source: Grassroots Development 2/2, 1998

F. Promouvoir un commerce équitable

Le libre accès aux marchés est une notion néo-libérale qui peut avoir sa raison d'être entre partenaires égaux. Malheureusement, c'est une notion suicidaire entre partenaires inégaux, et c'est souvent le cas entre le Nord et le Sud. Le Président Nyerere comparait ce combat à celui d'un éléphant et d'une souris!

Le Sud doit avoir accès au marché du Nord avec ses prix, liés à son système de production basé davantage sur l'utilisation maximum de la main d'œuvre plus que la maximisation de la productivité, fruit de l'utilisation de technologies d'avant garde et donc très chères.

Au plan global, assurons la promotion de systèmes de production liés à l'utilisation intensive de main d'œuvre (pour donner du travail à tous) et engageons-nous dans les négociations commerciales qui, sur le plan international, permettront aux pays du Sud et aux petites entreprises du monde entier d'avoir accès aux marchés.

Le commerce alternatif (par ex. *Max Havelaar*), a sa raison d'être, et est un exemple à suivre et à multiplier, mais il faut bien avouer qu'il répond davantage à des besoins de conscientisation des consommateurs du Nord, face aux injustices de la fixation des prix aux producteurs du Sud, qu'aux besoins économiques des coopératives de producteurs du Sud qui cherchent à vendre la totalité de la production de leurs membres.

L'éthique, pour les pays du Sud, c'est de vendre toute sa production à des prix plus élevés que ceux du marché mondial fixés par les spéculateurs ! Cela suppose de suivre l'exemple de la Côte d'Ivoire qui a, il y a quelques années, bloqué ses exportations de cacao pour influencer la fixation des prix au niveau mondial. Malheureusement, bien qu'étant un des premiers producteurs de cacao du monde, la Côte d'Ivoire n'a pas été suivie par les autres pays, producteurs comme elle de cacao, et elle a dû finalement vendre ses stocks bloqués à perte. Il y a donc nécessité absolue de décider ensemble, entre pays producteurs, d'une politique commune à appliquer dans les relations commerciales avec les compagnies acheteurs de cacao.

Au plan local et concret, multiplions, à tous les niveaux, des exemples tels ceux décrits ci-après :

Exemples de commercialisation directe :

EXPORTATION DE CAFÉ ET COMMERCE ALTERNATIF

Depuis quelques années, plusieurs coopératives paysannes du Tiers Monde (MCCH en Equateur, La Florida au Pérou, Giterama au Rwanda) exportent leur café grâce aux débouchés créés en Europe par Max Havelaar et d'autres organisations du commerce équitable.

Grâce aux garanties bancaires de la Fondation RAFAD, des Banques Alternatives de Suisse, de Hollande et de Belgique prêtent à faible intérêt les fonds nécessaires pour l'achat aux paysans. Grâce aux contacts de toutes ces Agences européennes, plusieurs importateurs se sont déclarés prêts à acheter, aux prix du marché, le surplus de café mis sur le marché international par ces coopératives du Sud.

Ainsi, les producteurs du Sud peuvent dorénavant commercialiser toute leur production et recevoir un juste prix de leur café, puisqu'ils peuvent ainsi éviter de devoir vendre aux usuriers locaux.

Pour plus d'information :

*MCCH Fondation
Rumichacay Moro Moro, Barrio Turubamba,
PO Box 17 - 1900020 Quito, Equateur
Tel : +(593 2)670 925,
Fax : +(593 2)673 366,
E-mail : fundmch.ecx.ec*

G. Promouvoir l'éthique et se donner un code de conduite

Le «laissez faire» du système néo-libéral a donné naissance à des comportements inacceptables et à des injustices condamnables. Cela ne peut durer! Il y a besoin, *au plan global*, de se retrouver des règles éthiques dans nos échanges économiques et financiers et de codifier, pour aider les agents économiques à mieux se comporter.

Il appartient aux organisations internationales, et en particulier à l'OMC, d'établir ces

règles, ces normes et ces codes, comme le fait déjà le BIT en matière d'emploi, et aux gouvernements de les voter et de les faire appliquer strictement.

La stratégie des organisations de la société civile sera donc de «*déligitimer les logiques dominantes*» (le Monde Diplomatique). L'action d'information doit être prioritaire. Faire connaître les abus et faire condamner les responsables de ces abus, devient un objectif de notre action commune. Inclure de telles actions dans les programmes globaux des ONG est une nécessité (Voir exemples ci-après).

Les épargnants que nous sommes s'organiseront pour savoir où et comment notre épargne et nos cotisations de retraite ont été investies. Notre épargne doit être «*responsable*» et «*solidaire*». Créons les mécanismes financiers ou de pression utiles à la promotion de systèmes basés sur la justice et la solidarité.

Au plan local et concret, multiplions et renforçons notre action commune en nous inspirant des exemples suivants :

— Critères d'investissements éthiques

ASSOCIATION ÉTHIQUE & INVESTISSEMENTS

Critères d'investissements éthiques

1. Politique d'innovation et le développement, créatrice d'emploi.
2. Participation des salariés à la valeur ajoutée de l'entreprise.
3. Importance donnée à la formation des salariés.
4. Responsabilité des salariés dans l'organisation du travail.
5. Possibilité d'expression au sein de l'entreprise.
6. Conditions de travail et de sécurité.
7. Emploi de personnes handicapées et adaptation de leur poste de travail.
8. Emploi déjeunes ou de personnes peu qualifiées avec contrats d'apprentissage ou stages de qualification.
9. Accompagnement des personnes licenciées avec aide au reclassement.
10. Accompagnement des mises en retraite ou pré-retraite.
11. Contribution à des actions pour l'insertion de

personnes défavorisées.

12. Politique d'intégration de salariés d'origine étrangère.
13. Utilité sociale des biens et services produits.
14. Participation active à la protection de l'environnement.

CRITERES ÉTHIQUES POUR L'ÉVALUATION D'UNE ENTREPRISE

Sur le plan de l'environnement

1. L'existence d'une politique et d'une stratégie en matière d'intégration de l'écologie dans les décisions de l'entreprise et, le cas échéant, la présence d'un système de contrôle.
2. Le niveau de responsabilité occupé au sein de l'entreprise par les personnes en charge de la dimension environnementale de la gestion.
3. L'information régulière du personnel sur les problèmes de nature écologique, ainsi que la promotion de conditions de travail permettant aux employés d'agir d'une manière responsable vis-à-vis de l'environnement.
4. L'ouverture au dialogue, avec des partenaires externes en matière de protection de l'environnement et de sécurité. La publication d'un rapport environnemental annuel ou d'un document similaire.
5. L'intégration des aspects écologiques dans toute nouvelle activité ou tout nouveau projet.
6. L'amélioration des processus de production du point de vue, par exemple, des émissions nocives du bruit, de la sécurité, de la génération de déchets, de la consommation d'énergie et de ressources naturelles.
7. La qualité des produits ou des services, la manière dont ils sont stockés, la possibilité de les recycler. L'existence, dans la gamme de la société, de produits au bénéfice d'un label attestant de leur respect de l'environnement. Les ressources affectées au développement de nouveaux produits ou services plus compatibles avec les préoccupations écologiques.
8. Le contrôle exercé sur les fournisseurs notamment l'évaluation par l'entreprise de leur efficacité écologique.
9. La prise en compte des dimensions écologiques dans les choix opérés en matière de transport de biens et de personnes.

10. Les efforts fournis dans le domaine du conseil aux consommateurs, notamment quant à l'utilisation, au transport, au stockage et à l'évacuation des produits fournis.
11. L'existence de plans d'urgence afin de maîtriser au mieux les catastrophes, là où des risques significatifs existent.
12. Le non-recours à l'expérimentation animale, ou du moins sa limitation aux cas inévitables.

Sur le plan social

1. Relations avec les employés : conditions de travail respectant la santé et la dignité de chaque employé. Politique de formation adéquate. Politique d'information ouverte et honnête. Absence de pratiques discriminatoires et garantie d'une égalité de traitement et de chances, à compétences égales, sans considération de sexe, d'âge, de race ou de religion.
2. Relations avec les partenaires sociaux : existence et maintien de conventions collectives. Travail avec les pouvoirs publics et les groupements d'employés pour faire face aux problèmes liés au chômage résultant de certaines décisions de l'entreprise.
3. Relations avec les clients : fournitures de produits et de services de qualité, répondant à leurs besoins et ne mettant pas en danger leur santé ou leur sécurité.
4. Relations avec les différents bailleurs de fonds : garantie d'un rendement équitable et compétitif des fonds reçus. Politique d'information adéquate. Ouverture à l'égard des suggestions, des doléances et des résolutions formelles des bailleurs de fonds.
5. Relations avec les fournisseurs : équité et bonne foi, notamment en matière de fixation des prix. Partage de l'information. Absence d'utilisation déloyale de la taille de l'entreprise. Choix de fournisseurs respectant la dignité humaine.
6. Relations avec les autres producteurs : exercice loyal de la concurrence (notamment : promotion de l'ouverture des marchés, respect des droits de propriété intellectuelle, proscription de l'espionnage industriel, monopolisation, ententes).
7. Relations avec les collectivités : respect et promotion des droits de l'homme. Soumission aux

dispositions légales, notamment fiscales. Activités caritatives, contributions à l'instruction et à la culture. Respect des cultures locales. Soutien à la paix, à la sécurité, à la diversité et à l'intégration sociale.

CENTREINFO

Fribourg, Suisse

Ce Centre effectue des audits sociaux et économiques très détaillés des principales multinationales et grandes entreprises de Suisse en se basant sur des critères éthiques connus et établis par un groupe d'ONG spécialisées du monde entier.

En accordant une note (de 4 pour les plus mauvaises à +4 pour les meilleures entreprises la note zéro n'entre pas en ligne de compte), CentreInfo donne aux investisseurs éthiques les moyens de décider où ils veulent investir.

Récemment, le Fonds de placement Ethos a été créé par deux Fonds de pension importants de Suisse romande qui utilisent les services et les résultats de ces audits sociaux pour investir leurs capitaux. C'est actuellement l'équivalent de plus de 400 millions de \$ qui sont investis de cette façon et qui permettent aux membres des caisses de pension de participer aux assemblées générales des entreprises où le Fonds Ethos investit. Dernièrement, les représentants d'Ethos se sont manifestés avec force à l'assemblée générale de l'Union de Banques Suisses et ont obligé cette grande banque à dévoiler sa politique de rapprochement avec la Société de Banques Suisses.

Pour plus d'information ;
CENTREINFO
2, rue de Romont, 1700 Fribourg, Suisse.
Tel: +(4137) 322 0614.
Fax: +(4137) 322 39 62

H. Des réseaux pour une société civile engagée et efficace

Au plan global, la reconnaissance, au niveau international et en particulier par l'ONU, des organisations de la *société civile* comme des partenaires possédant le même droit de vote que les Etats ou les pouvoirs financiers et les multinationales est nécessaire. Il est temps que l'ONU accepte cela au niveau de son fonctionnement et de son système de décision. Le temps des « *statuts d'observateurs* » avec droit de parole de deux minutes est révolu. Les organisations de la société civile se rassembleront pour imposer leurs droits au niveau international, et cela non seulement dans le domaine économique et financier, mais aussi au plan culturel, social et celui des droits de l'homme.

Renforcer l'action des réseaux, aux niveaux local, national, régional et international est un impératif de notre action commune. Si nous voulons changer les choses, nous devons être forts, organisés et compétents. Faisons parler la force du nombre de nos membres face au pouvoir de l'argent. *Martin Luther King* le savait, lui qui a changé tant de comportements par son action civile et non violente organisée

Développons nos réseaux dans tous les domaines : associations culturelles, sportives et religieuses, syndicats, églises, organisations de producteurs et de consommateurs. Bref, ne restons plus isolés, recherchons entre nous des solutions, bâtissons des coalitions et des systèmes forts, *mondialisés* (n'ayons pas peur des mots !), pour discuter, au niveau mondial, avec nos idées et nos projets à égalité avec ceux que nous contestons, mais avec des outils différents, ceux des hommes, responsables et décidés à promouvoir la justice et la solidarité.

Au plan local et concret, nous possédons déjà de solides exemples de réseaux efficaces.

Avec nous, d'autres réseaux locaux, nationaux, régionaux et internationaux sont en action.

Voici quelques exemples :

- Réseau des consommateurs de Penang ;
- People's Global Action against Free Trade ;

ACTION GLOBALE DES PEUPLES CONTRE LE LIBRE COMMERCE

Ce Réseau mondial était le responsable, à Genève durant la dernière rencontre de l'OMC, de l'organisation d'une Conférence parallèle et contradictoire au Sommet Mondial du Commerce, Fort de millions de membres, spécialement des organisations de base des producteurs d'Asie, d'Amérique Latins et d'Afrique, mais aussi du Nord (plus de 300 !), le PGA veut promouvoir une confrontation nonviolente avec l'OMC, informer ses membres et organiser les actions de « lobbying » et « pressuring » pour obtenir plus de justice dans les rapports commerciaux entre acheteurs et vendeurs, entre le Nord et le Sud et entre petits et grands.

Pour en savoir plus, contacter :
Play Fair Europe
E-mail : playfair@asta.rwth-aachen.de

- Réseau des Banques alternatives ;

LE RÉSEAU INTERNATIONAL DES BANQUES ET INSTITUTIONS DE FINANCEMENT ALTERNATIF

Domicilié à Bruxelles, le Réseau International des Banques Alternatives et des Systèmes Financiers Alternatifs (INAISE) rassemble plusieurs dizaines

d'organisations-membres, spécialement d'Europe, mais aussi d'Amérique du Nord et du Sud, d'Afrique et d'Asie.

INAISE organise annuellement une rencontre d'échanges d'expériences entre toutes ces initiatives réussies de financement du développement durable au Nord, comme au Sud. Investir dans ces Banques et systèmes financiers, c'est être sûrs que notre épargne devient un outil de solidarité et de développement durable, c'est contribuer à créer des mécanismes financiers alternatifs au système dominant.

Pour en savoir plus :
Réseau International des Banques Alternatives et des Systèmes Financiers Alternatifs
40, rue d'Arlon, 1040 Bruxelles, Belgique,
Tel. + (322) 2345798,
Fax : + (322) 234 57 97
E-mail : inaise@inaise.org.

- Réseau de coopératives de production et de commercialisation ;
- Global Forum of Farmers' Association (Forum Global des Associations de Paysans) ;
- Groupes locaux d'initiatives, France ;
- Réseau international des pêcheurs traditionnels (International Network of Traditional Fishermen).

I. Des clauses et des conventions internationales de protection sociale et environnementale

Au plan global, les ONG s'engageront de façon déterminée dans les négociations internationales qui sont en cours, en particulier celles liées aux clauses sociales (entre le BIT et l'OMC, Programmes nationaux de réajustement structurel, accords et Convention de Lomé, etc.).

L'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) doit être renégocié étant donné les vives réactions provoquées par le premier projet proposé. Il doit devenir un véritable AMI des peuples et des personnes.

Au plan local et concret, adhérons et militons dans les grandes organisations déjà existantes et efficaces, telles *Greenpeace* et *Amnesty International*.

Soutenons et initiions aussi dans notre pays et notre environnement des actions telles que «*Made in Dignity*» ou STEP et adhérons aux syndicats et organisations qui agissent au niveau local.

J. Construire un espace public et planétaire

Si la nation est le seul cadre dans lequel les citoyens peuvent exercer effectivement l'intégralité de leurs droits démocratiques, du moins quand ils en ont, il est évident qu'aujourd'hui, la globalisation des problèmes à régler et des acteurs dominants (marchés finan-

ciers, entreprises transnationales, mafias) impose non seulement des régulations à l'échelle mondiale, mais aussi des actions d'envergure à ce niveau pris par nos organisations de la société civile (*Le Monde Diplomatique*).

Des superstructures internationales sans espace public à la même échelle risquent de rester des oligarchies ou des bureaucraties. Tout ce qui crée ou consolide des liens transfrontaliers et contribue à faire naître une conscience planétaire est bon à prendre. Le développement d'associations de toute sorte, la création de nouvelles organisations de la société civile est la condition *sine qua non* de la création d'un embryon d'espace public planétaire, donc d'un moyen de pression et de conscientisation sur les gouvernements et les organisations internationales dont ils sont membres.

Conclusions

Ce dossier est un essai. Il voudrait être un *outil de travail* pour le réseau IRED ou pour toute personne ou organisation intéressée à dépasser le stade de la critique négative qui n'apporte aucune solution. Ce dont nous avons besoin, c'est de l'engagement de tous pour trouver des *alternatives constructives* qui seront demain utilisées par les politiques et les décideurs dont nous serons, parce que nous aurons agi avec efficacité.

Partout, créons des groupes de travail pour chercher ou faire connaître et se développer des solutions crédibles. *IRED Forum* attend vos réactions et vos propositions et vous fera savoir comment elle peut faire connaître vos travaux, vos initiatives et votre action.

Août 1998

Bibliographie

- * *Dossier du Monde Diplomatique*, Mai 1998
- * «Guerre économique, l'heure de la résistance», *COTMEC*, Genève, Interview de R. Petrella, Président du Groupe de Lisbonne et Professeur à l'Université Catholique de Louvain.
- * «Mondialisation et gouvernance», dans *Futuribles*, Avril 1998, n° 230.
- * «Business as Partners in Development», Jane Nelson, in *Grassroots Development*, Vol.21, n° 2, Washington, 1998.
- * *La mondialisation n'est pas coupable*, Paul R. Krugman, Edition la Découverte, Paris.
- * *Rapport mondial sur le Développement humain 1997*, PNUD, New York.

Cooperation between the World Bank and NGOs *

I. Introduction

1. The annual report on *Cooperation between the World Bank and NGOs* has been produced by the NGO Unit for the past 15 years. It provides an overview of the Bank's work with NGOs to Bank management and staff, NGOs, interested government agencies, and the development community. The following report is a review of the Bank's experience working with NGOs during FY97. Its main message is that, in order to better understand the needs and priorities of local populations and to ensure that these are reflected in Bankfinanced development operations, the Bank has intensified its relations with NGOs and other civil society organizations.

2. The Bank continues to follow the threepronged approach set out in *NGOs and the Bank, 1996*: strengthening operational collaboration; improving dialogue on development policy; and helping improve the effectiveness of NGOs in developing countries, especially by fostering a more enabling policy environment in which they are able to flourish and play a healthy, active role in development. A considerable effort has been made to enhance the emphasis on relations with developing country NGOs at the local lever. This is in keeping with the Bank's current decentralization process.

II. Operational collaboration

Quantitative summary of Bank-NGO Collaboration in FY97

3. Since the mid 1980s the World Bank has made significant effort to deepen its collaboration with, and understanding of NGOs and civil society organizations in its client countries. The number of projects approved each fiscal year that involve NGOs has increased steadily in the 1990s. The review of appraisal reports for projects approved in the fiscal year indicates as with the previous year nearly half

of all Bank projects involved or planned the involvement of NGOs or community based organization (CBOs). Of the 241 projects approved by the Board, 112 (47%) had involved or would involve NGOs to some degree. As greater numbers of projects with NGO involvement are approved each fiscal year, the proportion of such projects in the total portfolio is rising. At the end of FY97, 38% of all active projects involved NGOs, up from 35% at the end of FY96. (See Figure 1).

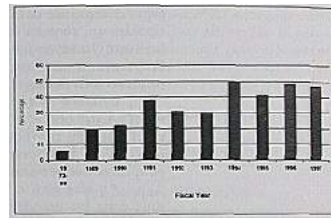


Figure 1. Projects with NGO involvement as a Percentage of Total Projects (FY73-97)

a) Regional and sectoral trends

4. The distribution of Bank projects involving NGOs by region has remained consistent over the past several years. The greatest proportion of such projects continues to be found in the South Asia, Africa, and Latin America and Caribbean (LAC) regions. In FY97, projects involving NGOs approved in these regions accounted for 84%, 61% and 60% of the portfolio respectively. (See Figure 2).

5. Similarly, the Agriculture, Education, Population, Health and Nutrition (PHN) and Social sectors where NGO involvement has been traditionally more prevalent continue to represent the highest proportions of projects with NGO involvement. Figure 3 illustrates the percentages of total projects with NGO involvement by sector. Eighty-one percent of all projects in Agriculture involved NGOs, while 56%, 60% and 69% did so in the Educa-

* FY97 Progress Report established by the NGO Unit, Social Development Department June 1998.

Transnational Associations, 6/1998,284-296.

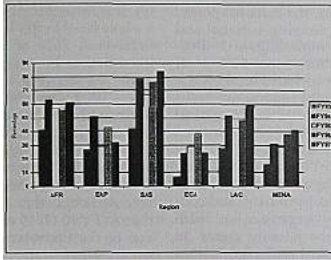


Figure 2. Projects with NGO Involvement as a Percentage of Total Projects by Region (FY93/97)

tion, PHN and Social sectors respectively. In recent years, the area of Water Supply and Sanitation (WSS) has seen significant growth in the involvement of NGOs, and particularly CBOs. Only 18% of WSS projects involved NGOs in FY90, whereas 66% and 69% did so in FY96 and FY97. Locallevel CBOs in particular participate in the design, operation and maintenance of communitylevel activities, and often assume responsibility for and ownership of them during the life of the project. Each of the 12 projects in the environment sector provided for the involvement of NGOs to some extent.

b) Nature of NGO involvement

7. NGOs are involved at different stages of the project cycle and often provide a clear advantage in their ability to represent needs, priorities and concerns of project beneficiaries. Historically, NGO involvement has been most prevalent during project implementation, and in the operation and maintenance (O&M) of project components or investment activities.



Figure 3. Projects with NGO Involvement as a Percentage of Total Projects by Sector (FY90, 96 & 97)

c) Type of NGO

- 8. To emphasize local knowledge and

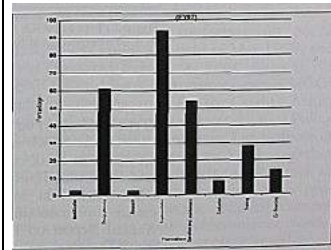


Figure 4. Nature of NGO Involvement in Bankfinanced Projects (as a percentage of total NGO involved projects)

participatory development, the Bank has placed greater importance on involving national and local-level NGOs in its work. Figure 5 illustrates this trend, and indicates that 82% of all projects involving NGOs included local NGOs in FY97. The involvement of community based organizations has shown a particularly marked increase. This fiscal year, 79% of NGO involved projects included newly created or existing CBOs, up from 66% in FY96. Moreover Bank operations are increasingly including both CBOs which represent local priorities and concerns, and intermediary organizations with technical experience in the relevant sector. In FY97, 59% of NGO involved projects, incorporated both CBOs and formal NGOs (either national or international NGOs), up from 49% in FY96.

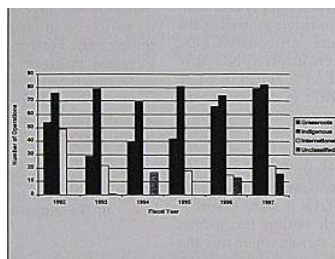


Figure 5. Type of NGOs involved in Bankfinanced Projects (as a percentage of total NGO involved projects) FY92-97

d) Annual report on portfolio performance

9. As NGO involvement becomes more prevalent in Bank operations, there is greater interest in identifying means to evaluate NGO effectiveness and impact on project performance. One measure is through analysis of the Annual Report on Portfolio Performance ratings. The total set of projects which involved NGOs in FY97, fared slightly better than those that did not (26% to 28% «at risk» respective-

ly). It is interesting to note that the portfolio as a whole fared better in FY97. At the end of the fiscal year, 26% of the Bank's projects were identified to be «at risk» down considerably from 32% last year.

10. As was the case in FY96, the contribution of NGOs to project effectiveness is more visible in the agriculture, PHN and social sectors. Of the total projects in these sectors, 26% of those which involved NGOs were found to be at risk, as compared to 31% of those that did not. Although this spread is less pronounced than in FY96 (26% to 45%), this is most likely due to the improvement in the portfolio as a whole. When Water Supply and Sanitation projects which have illustrated strong growth in the involvement of NGOs in the past three years are added to this aggregate in FY97, the figures illustrate further the reduced risk of those projects with NGO involvement compared to those without (26% 36% at risk respectively).

Promoting Bank-NGO Collaboration

11. The Strategic Compact, approved by the Bank's Board of Directors in March 1997, placed a new emphasis on social development. Shortly before this, the NGO Unit joined the Social Development Family in the Environmentally and Socially Sustainable Development (ESSD) Network, as part of the Bank's restructuring. From its home in the Social Development Anchor the NGO Unit collaborates closely with NGO Specialists in the Resident Missions and NGO contact people in the Regions who are also members of the Social Development Family. Further, in keeping with the network system's focus on internal partnership, an NGO Thematic Team has been developed to help co-ordinate the ongoing efforts in each of the networks regarding Bankcivil society relations.

12. The cornerstone to the Banks collaboration with NGOs is continued strengthening of Bank-NGO partnership and dialogue at the field level.

a) Strengthening NGO relations at the local level

13. As the Bank increases its emphasis on participatory development practices, it needs to acquire greater familiarity with civil society organizations that articulate and respond to the needs and priorities of the poor and other vulnerable groups. In order to develop effective partnerships with these organizations, the Bank needs to better understand their comparative strengths and weaknesses, management and implementation capacities, and the extent to which they represent their respective constituencies.

14. In order to guide and facilitate the growing interaction between the Bank and civil society organizations, NGO Specialists have been appointed in Resident Missions. Local knowledge of the NGO sector is essential in order to build strong partnerships which will contribute most effectively to participatory development, poverty reduction and social inclusion. The NGO Specialists have grown to represent a considerable proportion of the Bankwide Social Development Family. Since the earliest appointments in 1995, the number of NGO Specialists has increased. At the end of FY97, 63 Resident Missions had staff specifically assigned to work with NGO/Civil Society issues.

15. Although regions use titles ranging from NGO Specialists (Africa), Social Analysis & NGO Specialists (LAC), Community Development Specialists (Asia) to External Affairs Officers (ECA), at least one primary responsibility of these staff members is to encourage regular and systematic communication, collaboration, and dialogue with NGOs and other civil society organizations at the local and regional level. In addition to facilitating consultation and collaboration with NGOs in many Bank financed projects, NGO Specialists have also played a crucial role in involving civil society in the Country Assistance Strategy (CAS) process, and in Economic and Sector Work (ESW). Through numerous initiatives, NGO Specialists have also helped governments to develop fora for government/NGO/Bank dialogue on policy issues and to identify ways to improve their relations with NGOs.

NGO Specialists Global Learning Forum

16. An important contribution to the strengthening of Resident Mission capacity to engage with and learn from civil society in client countries was the NGO Specialist Learning Forum held in Washington in May, 1997. The Forum, organized by the NGO Unit, brought together for the first time 47 staff working primarily on NGO issues in the various Resident Missions around the world. The Forum was designed to enhance the technical capacities of the Specialists as well as to provide an opportunity for them to meet as a professional community. They also had the opportunity to meet with Executive Directors and senior management. In his meeting with the Specialists, President Wolfensohn listened to their ideas, successes and frustrations, commended them on their work, and reinforced the essential nature of their role in ensuring targeted, sustainable development that addressed the needs of the poor.

b) Social investment funds

17. Since the success of the first Social Investment Fund (SIF) in Bolivia in the late 80s, the Bank has been working with borrower governments to utilize the social fund model as a mechanism for financing smallscale, demand driven and participatory development projects in client countries.

18. The first conference on Social Investment Funds was held in May 1997, and was organized through the joint efforts of the NGO World Bank Committee, several NGOs and foundations, and EDI, the Quality Assurance Group, and the Poverty and Social Policy Department within the Bank. The purpose of the SIF Conference was to bring together practitioners of Social Funds to take stock of the experience in implementing such programs over the past decade; establish consensus around their main achievements, weaknesses and risks; agree upon a number of recommendations for improving existing programs and the design of future programs, and

to facilitate the integration of international and regional networks of social funds. In preparation for the conference, a paper on impacts of Social Funds was prepared by the PREM Network. The aim of the *Social Fund Portfolio Review* was to assess the factors influencing quality at entry and to review the experience of implementing Bankfinanced Social Funds. The review found that in order for Social Fund subprojects to realize their potential development impact and reach sustainability, conditions need to be in place to ensure that those subprojects are demand-oriented, owned by the communities during design, implementation and maintenance phases, and that appropriate institutional and financial arrangements are put in place to sustain the benefits.⁽¹⁾

19. The NGO Unit paper, «NGO Involvement in World Bank Financed Social Funds: Lessons Learned» was published in May 1997. It reviews the Bank's experience involving NGOs in SIFs. The paper found that while not an end in itself, NGO involvement in social funds generally helps to ensure that the conditions mentioned above are realized. The paper identifies issues encountered as well as lessons learned in the design and implementation of SIFs, and as such provides a useful tool to both Bank staff and NGOs involved in Bankfinanced social funds.⁽²⁾

c) Small grant funding

20. The Bank's Small Grants Program (SGP) is a small grantmaking fund now managed out of the Social Bank Development anchor. It was previously financed by the Special Grants Program and now comes under the Development Grants Facility. Its purpose is to provide institutions (including NGOs) in developing countries with funds for promoting dialogue and dissemination of information about international development. In FY97 a total of 60 grants were awarded, ranging in size from US\$10,000 to US\$ 30,000. Significantly almost one third of these were in the EGA region.

Examples of E Y97 Small Grantees

In Macedonia, the CENTER FOR ENVIRONMENTAL LAW AND PUBLIC PARTICIPATION (CELPP) was funded to help finance the publication of a Training Manual on «Public Participation in the Decision Making Process as a Tool for Involving NGOs and citizens in the implementation of the National Environmental Action Plan (NEAP).» In cooperation with academia, students, and other NGOs, CELPP aims to facilitate public participation in the implementation of the NEAP by publishing a training manual on the subject. The Center is particularly interested in requirements for public notices of proposed regulations, periods for public comment, and the procedures for both, freedom of information for governmental activity and industrial pollution reports; and, the clarification of laws on local authorities.

- An environmental NGO in Guatemala, FUNDACION PARA EL ECODESARROLLO Y LA CONSERVACION (FUNDAECO) was funded to help finance the startup costs of a television project entitled «Information and Public Education on Environmental Issues: 'EcoNews',» FUNDAECO believes that the low level of environmental awareness in Guatemala is the fundamental cause of environmental degradation and principal obstacle to efforts to address the problem. The proposal aims to support information, education, and environmental awareness through the production of five to ten minute television segments of "EcoNews" on subjects such as deforestation; environmental pollution and protection in industry; ecotourism; and the activities of the environmental bodies of congress, the executive branch, and private sector associations.

(1) *Portfolio Improvement Program Review of the Social Funds Portfolio, May 1997.* (PREM)
 (2) *NGO Involvement in Bank-Financed Social Funds: Lessons Learned,* Environment Department Papers No. 052

III. Policy dialogue

NGO World Bank Committee

21. Since its inception in 1982, the NGOWorld Bank Committee has been providing guidance on issues related to the Bank's partnership with NGOs, and continues to be a major forum for policy dialogue. The Committee is comprised of 26 representatives of NGOs from around the world (mostly developing country NGOs), and senior Bank staff. The major areas of discussion at its annual meeting in October 1996, were participation (in particular the joint monitoring of a number of operations and ESW), Bank-NGO relations, the need for sharing experience in the implementation of Social Investment Funds (SIF) and collaboration and joint exploration in the field of NGO Capacity Building. These themes were reflected in discussions at regional level meetings of the Committee throughout the year. Since 1993, midyear meetings of the Committee have been held at the regional lever (in FY97 in Peru, Abidjan, Nepal and Paris) in order to allow for more focused discussion on regional and country specific issues and strategies for effective Bank-NGO cooperation.

a) Africa

22. On August 6-7, 1977³ the Africa Regional Meeting was held in Abidjan, Cote D'Ivoire, bringing together over 51 representatives of NGO networks, NGOs and research institutes along with the African members of the NGO-Bank Committee and the Bank's Africa Region to share experience and map out a process for continued dialogue. Discussions focused on the region's renewal and ongoing decentralization processes and the request by NGOs to further develop partnership in the areas of participation (especially in the CAS process), capacity building of African NGOs, and to ensure the Bank's focus on poverty alleviation. Reflecting the NGO Unit's work in the area of NGO Law, the meeting requested increased assistance in promoting an enabling

environment for civil society organizations, and providing more technical assistance and good practice references on legal frameworks.

b) South and East Asia

23. The Asia Regional Meeting was held in Katmandu, Nepal between June 26-29, 1997 and cohosted by ACTIONAID Nepal and PRIA India. While participation, information disclosure, and capacity building were the main topics, other discussions highlighted the need for Bank-NGO meetings at a national lever every 23 months, for interaction with Resident Missions beyond the NGO Specialists, for databases on NGOs, for improvement of information disclosure and dissemination, greater facilitation of meaningful civil society participation in the CAS process, and recognition of the diversity of NGOs in the region. While there were points of disagreement, the meeting was a constructive one which emphasized common ground. On the Capacity Building Initiative, NGOs endorsed the Committee's NGO Capacity Building Initiative, and stressed the importance of strengthening national dialogue, and guidance of the process by a regional steering group.

c) Latin America and Caribbean

24. The Latin America and Caribbean Regional Meeting was held in Lima, Peru from 13-17 October, 1997. Approximately 80 NGOs and 20 Bank staff attended the meetings, which were hosted by the Peruvian NGO, DESCO. The main areas of discussion were the status and implications of the Bank's restructuring, urban poverty, new challenges for economic reform in the region, participation in Bank operations and CAS, state reform and decentralization, and gender. In particular, the Regional Vice President, Mr. Javed Burki, presented an outline for the joint study on urban poverty which had been proposed at the regional meetings in Nicaragua the previous year. NGOs provided useful feedback and additional items for research including the links between urban and rural poverty; between violence, crime and inequality; and the implications of economic

(3) Although this technical falls outside of the fiscal year, it is included here to complement the other regional meetings

globalization on both decentralization and income distribution. Mr. Burki recommitted to having Liaison Officers in all Resident Missions and a budget for translation of Bank documents, and the process for decentralization of the Bank-NGO Committee was begun. The meetings provided a valuable forum to both NGOs and Bank staff for discussion of a wide range of both macro and micro issues.

SAPRI

25. The Structural Adjustment Participatory Review Initiative (SAPRI) was formally launched in April, 1997. Its aim is to provide a framework in which the World Bank, governments and a global network of civil society organizations can come together to jointly assess the impact of structural adjustment, improve each other's understanding of policy impacts on the poor, and explore possible future improvements in economic reform programs. The SAPRI program was developed through consultations between a team of Bank staff and an NGO/civil society network led by the Development GAP, a Washingtonbased NGO. Seven countries originally agreed to participate in SAPRI: Bangladesh, Ecuador, Ghana, Hungary, Mali, Uganda, and Zimbabwe.

20. The next Global Forum is to take place in July 1998 in Washington, D.C. and will include public presentations on adjustment issues, as well as workshops on the country fora and fieldwork methodologies. Participants will include civil society and government representatives from each National Steering Committee, members of the Global Steering Committee, and World Bank staff. The Institute of Development Studies (IDS) and Action Aid have agreed to contribute to strengthening the process and fieldlevel methodology.

Participation

27. At the October meeting of the NGO World-Bank Committee, it was agreed that while the Bank had made strides in developing

participatory approaches (as illustrated in the 1994 World Bank and Participation Learning Group Report and the 1996 Participation Sourcebook), in practice, NGOs felt that progress is falling short of expectations. Thus in an effort to both assess the Bank's progress, and to provide guidance in carrying out such methodologies, the Committee agreed to launch a joint-monitoring exercise of participation in selected lending and ESW work. About 8 activities would be selected from across regions and sectors. The joint monitoring process would help to identify both progress and areas of weakness at an institutional and a skills/management level. One of the projects involved in the joint monitoring program this fiscal year is the India Ecodevelopment project (approved FY97), in which the aim is to achieve an acceptable, sustainable balance between the economic and social needs of the inhabitants with conservation objectives in some of India's most environmentally sensitive Protected Areas. The project is still at the pilot stage and in some sites is controversial, but elsewhere it is already clear that NGOs with experience working with the tribal populations and conservation NGOs are playing a key role in helping the project to achieve the required balance. In the Ghir Forest, for example, where NGOs have been actively involved in joint monitoring, teams comprising of Protected Area staff and NGOs are working with communities to help them prepare participatory «micro plans» designed to protect natural habitats by generating economically viable alternatives to encroachment and incentives for conservation.

Country assistance strategy (CAS)

28. There has been a strong trend in recent years towards consulting civil society organizations during CAS preparation. The Uganda Country Assistance Strategy provides an example of this approach. The central objective of the Uganda CAS was to set out a strategy to ensure that the benefits from the country's strong economic growth are effectively

deployed for poverty reduction. The starting point for the process was the government's participatory Poverty Eradication Action Plan (PEAP), which aims to integrate poverty issues into the national development strategy. Also critical was the early involvement of the NGO Forum, made up of 600 of Uganda's most active NGOs. Based on participatory exercises held for the CAS preparations in 2 districts, extensive follow-up participatory exercises are now planned in 7 districts (financed in part by DFID formerly ODA) in order to ascertain which strategies for rural poverty reduction would be most effective and broadly supported. Such district-level Poverty Eradication Action Plans are designed to reflect the priorities and needs of the poor populations. The involvement of NGOs and other civil society organizations has had a number of direct impacts on the CAS. For example, consultations identified possible joint action to address the leakage of government funding for social services that had been identified. The consultations also described the need for agricultural strategies to be tailored to fit regional specificity.

29. As the Bank continues to gain experience and develop expertise in collaborating with civil society to achieve its countryspecific development goals, greater efforts are being made to identify lessons that will contribute to our understanding of NGO and civil society participation in Bank processes. In FY9S the Office of Managing Directors' CAS Retrospective will include a discussion of the benefits of incorporating civil society participation.

IV. Enabling environment for NGOs and civil society

Laws governing nongovernmental organizations

30. As has been described, the Bank and borrowers increasingly seek to develop partnerships with effective and independent local NGOs because of their potential contribution to economic and social development, and their

promotion of equity and social inclusion. The policy environment for NGOs and civil society varies enormously from country to country, and is a powerful determinant influencing the growth of the NGO sector. In particular, there is great variation in the framework of laws relating to NGOs in each country. Where these afford few rights or protection to NGOs, the growth and contribution of the sector can be severely hampered. To address this problem, the NGO Unit has developed a program to give best practice advice on NGO law. The Unit has been working with an international NGO the International Center for Notfor-Profit Law (ICNL) since 1995 to analyze existing NGO laws in over 100 countries. The result is the draft "Handbook on Good Practices for Laws Relating to Nongovernmental Organizations" published in discussion draft form in May 1997, and designed to assist governments and other parties to analyze the strengths and weaknesses of existing laws, or draft more appropriate ones. Since publication of the draft Handbook, several thousand copies have been distributed through Resident Missions, bilateral agencies, foundations and NGOs.

31. The Handbook is already serving as a useful tool for governments and NGOs in the formulation of such laws. For example, the Handbook provided useful guidance to the joint Task Force on NGO Law in Nepal comprising Nepali NGOs and government representatives in formulating the newly approved NGO bill. In pursuing this work the Unit has developed partnerships with USAID, the Asian Development Bank, CIVICUS, the Aga Khan Foundation, the Rockefeller Brothers Fund, the Ford Foundation, the Commonwealth Foundation, Johns Hopkins University, and others in an effort to further the discussion and understanding, and to develop better laws for NGOs.⁴

Capacity building for NGOs

32. The Bank and other donors can also contribute to an enabling environment through their efforts to strengthen the capacity

(4) The NGO Unit has provided technical advice and assistance in improving the laws affecting NGOs to governments and NGOs in West Bank/Gaza, Bangladesh, Mozambique, Cameroon, Madagascar, Mongolia, Pakistan and Yemen.

of the NGO sector in developing countries. In order to address such issues the Bank together with NGOs of the NGOBank Committee, multi and bilateral agencies and foundations are planning to establish an International Working Group on Southern NGO Capacity Building (IWGCB). The formative meeting for this initiative was held in May 1997 and was attended by more than 35 donors (bilateral, multilateral, and foundations), southern, and northern NGOs. The IWGCB will bring together for the first time the providers and users of capacity building programs to identify priorities, future strategies, and pilots to test out new approaches. Experience and lessons drawn from donors, NGOs and foundations on southern NGO capacity building are being gathered and will be presented at a conference scheduled for May 1998. These are expected to feed into the identification and prioritization of issues, and the development of a coordinated mechanism for strengthening southern NGO capacities.

V. Internal and external partnership

Europe and Central Asia

33. The ECA Region has developed a regional NGO strategy, including an indepth review of experience with environmental NGOs in Bank and GEF financed projects, NEAPs and regional Environmental Programs. This work provided the basis for the Bank's participation in a pathbreaking meeting between environmental NGOs, donors and the Bank in Szentendre, Hungary in May 1997. The purpose of the meeting was to initiate dialogue with NGOs and civil society organizations in Central and Eastern Europe and the newly independent states (NIS), along with other donors with extensive experience in the region. The Bank committed to participating in the DonorNGO Working Group, established at the meeting, and is planning a piece of research to analyze the economic contribution of the NGO sector in the region.

Middle East and North Africa

34. The Vice President of the Environment and Socially Sustainable Network, Ismail Serageldin, represented the Bank at the Second Conference of Arab NGOs held in Cairo in May. The Conference brought together government ministries, multilateral development institutions, NGOs and associations to discuss and commit to among other things, promoting the role of Arab NGOs in human development, legislative framework for NGOs in Arab countries, building trust and confidence between the private sector, NGOs and international organizations, and issues of capacity building (management and training) in the future of Arab NGOs.

The Economic Development Institute

35. The Economic Development Institute (EDI) was created in 1955 to provide training in subjects related to economic and social development to government leaders and central and local policy makers, as well as representatives from the private sector, nongovernmental organizations and other actors of civil society in the World Bank's client countries. In order to increase the outreach and impact of its programs, EDI partners with teaching and research institutions, and in many cases NGOs, to generate, share, and apply knowledge at all levels. EDI plays a catalytic role in bringing together networks of expertise as well as users and beneficiaries in program areas ranging from poverty reduction and environmental management to education technology. More information is available on EDI's website at <http://www.worldbank.org/html/edi/home.html>.

36. Over this fiscal year, EDI has continued to contribute to the Bank's growing body of knowledge in the area of partnership and capacity building. For example, the Building Partnerships for Poverty Reduction program supports the capacity building and networking of NGOs in Latin America, and aims to

increase the participation of citizens, civic organizations, and businesses in the design and implementation of antipoverty policies and programs. Similarly, the Grassroots Management Training (GMT) and the Banking With The Poor (microfinance institution building) programs are collaborating with NGOs and government agencies to develop awareness-raising and training programs for microentrepreneurs in management, financial and marketing skills in Africa, the MENA and LAC regions, and India.

37. As part of its strategy to focus on multisectoral audiences for sustainable development, EDI's Environment and Natural Resources Division (EDIEN) collaborated with The Earth Council (an international NGO based in San Jose, Costa Rica) to organize a training seminar for members of National Councils for Sustainable Development (NCSDs) or equivalent bodies in Central America. The seminar, «Economic Globalization and Sustainable Development in Central America», was held in San Jose, Feb. 27, 1997. The objective of the workshop for NCSDs was to promote better understanding of the economic and sectoral policy reforms that impact on the environment and to help build up multisectoral constituencies for "winwin" reforms. Having fulfilled this objective, EDI and The Earth Council are jointly organizing a follow up workshop for 1998 to meet demands from the NCSD groups in the region for further training on (i) clarifying the role and mandate of NCSDs in promoting sustainability; and (ii) applying tools and methodologies for use by NCSDs to integrate environmental and social aspects into economic development.

38. EDI's girls' education program is centered on the Partnership for Strategic Resource Planning (SRP) a multi donor effort to collaborate with African countries working to achieve education for all. The Partnership is led by a pan African NGO network called the Forum for African Women Educationalists (FAWE). FAWE's membership consists of women ministers and deputy ministers of education, vice-chancellors and other senior women policy makers in education, and illus-

trates the power of committed women at policy making levers to unite and become a genuine political and intellectual force. FAWE provides extensive outreach through its national chapters in 31 countries. As Joint Secretariat for the Partnership, FAWE and EDI manage the US\$ 3.5 million SRP program promoting capacity building and encouraging government responsibility in the efficient use, mobilization and reallocation of resources in the education sector. The SRP process provides FAWE and participating ministries of education a management tool with which to formulate policy recommendations and implement reforms aimed at increasing access to and improving the quality of education.

39. In June, EDI sponsored the Global Knowledge '97 Conference in Toronto, Canada. The theme of the conference was «knowledge for development in the information age.» NGOs such as the Commonwealth of Learning, the British Council, and the Aga Khan Development Network played a vital role in the development of the conference program, and in financing the participation of representatives from developing countries. Cooperation with and among these organizations continues under the umbrella of the Global Knowledge Partnership. Also in June 1997, EDI launched the World Links for Development Program (WorLD). The WorLD program works with NGOs such as International Education and Resource Network (I³EARN), the Global Schooler Foundation, and the Global Learning and Observations to Benefit the Environment GLOBE Program and other organizations providing education and distance learning programs in participating countries and around the world, to illustrate to governments and the private sector the benefits of using new technology for investing in the education of children. The program's goal is to link students and teachers in at least 1,500 secondary schools in 40 developing countries by the year 2000. Through the program, which is being piloted in Uganda, Senegal and Ghana, students in developing countries exchange science projects, writing exercises, historical perspectives, and artwork with each other and with their peers around the world.

The Consultative Group to Assist the Poorest

40. In its second year of existence the Consultative Group to Assist the Poorest (CGAP) continued to support the development of sustainable microfinance institutions through i) the identification, analysis and dissemination of good practice lessons, ii) the continued development of operationally oriented technical tools, such as the CGAP appraisal format, the Microfinance Practical Guide; and the Business Planning and Financial Modeling tool; and iii) grants to microfinance institutions (including NGOs) delivering credit and savings services to the very poor. CGAP grants are made on the basis of an institution's ability to demonstrate that it reaches the very poor with financial services, and its commitment towards achieving full financial self-sufficiency. (See CGAP's web site at <http://www.worldbank.org/html/cgap/cgap.html> for more information).

41. When CGAP was initiated in 1995, a three-year, US\$32 million «core fund» was established, the majority of which (US\$27 million) was provided by the World Bank. As of the end of FY97, CGAP had committed grants totaling US\$16.4 million to a wide range of funding institutions, thus supporting the Bank's commitment to supporting sustainable, local development activities. Examples of microfinance programs supported through CGAP are illustrated in the box below.

Compartamos, Mexico, US\$2 million

Compartamos is a village banking program run by a local NGO called Gente Nueva. Compartamos operates in the rural parts of southern Mexico. It uses the village banking methodology making loans to village-based groups that on lend to members. Compartamos' clientele live in Mexico's poorest states and are all poor, rural, self-employed women. The average loan balance (US\$36) is only 1% of the Mexican GDP per capita, the lowest for a microfinance institution in Mexico. By the end of 1996, after only three years of operation, Compartamos

had built a customer base of nearly 30,000 rural women and a portfolio of \$1.2 million.

The institution is led by an experienced management team with clear vision and an ambitious goal to become a formal financial institution that will leverage increasing amounts of private funds to meet a greater portion of its estimated market of three million poor, rural women. Support from CGAP will enable Compartamos make the transition from a multipurpose NGO to a microfinance bank, and establish a sustainable microfinance institution in Mexico. It will also generate lessons for the field on institutional expansion and transformation.

SHARE, India, US\$2 million

SHARE was established in the state of Andhra Pradesh in India in April 1993. SHARE is an NGO implementing the Grameen Bank methodology of lending to solidarity groups of rural poor women. In its three years of operation, SHARE has grown to serve 3,361 members, and as of August 1997 had 2,940 active loans, and an outstanding portfolio of over US\$300,000. SHARE targets exclusively poor rural women through a thorough means test. The loan balance per client as a proportion of GDP per capita is roughly 45 percent.

SHARE has wisely invested in its staff and systems up front and is poised to reach over 11,000 clients and full financial self-sufficiency by the end of 2000. It is on a clear path towards full financial sustainability, and has demonstrated the leadership, staff, structure, systems, methodology, focused mission and action plan to become a leading microfinance institution in the near future. Funding from the CGAP grant will be used to build management skills and systems to manage a growing loan portfolio and greater number of clients. Each tranche of funding is conditional upon SHARE keeping its portfolio at risk below 5 percent for more than 30 days, increasing operational efficiency, expanding outreach and achieving full financial sustainability by the end of 2000.

42. In addition to the CGAP, the Sustainable Banking for the Poor (SBP) project provides good practice guidance in the area of microfinance services to the poor. The SBP project is a partnership between the World Bank, the Royal Ministry of Foreign Affairs of Norway, the Swiss Development Corporation (SDC), and the Ford Foundation. A series of case studies of microfinance institutions in Asia, Africa, and Latin America is currently being carried out, which identifies those programs which have pioneered innovative approaches for reducing the costs and risks of providing financial services to a large number of low-income clients. The case studies cover a wide range of types of institutions and programs, including commercial banks specialized banks, credit unions, NGOs and nonbank financial institutions. Based on these case studies, the project has produced a number of publications which distill lessons for policy formulation, program design and implementation. A worldwide inventory of microfinance institutions was completed in 1996 and is available on the SBP website (<http://www.esd.worldbank.org/html/esd/agr/sbp/>).

Environment

a) Rio + Five Earth Summit

43. At the Rio + Five Earth Summit in March 1997, the Bank's advances in partnering with NGOs and CSOs was highlighted under the discussion of Agenda 21. In the five years since the first Rio Summit, NGO partnerships have considerably extended the reach and potential impact of Bank and GEF projects. Partnerships with scientific institutions and technically oriented NGOs have enabled the Bank to tap new networks of expertise. It has also strengthened the Bank's credibility among the many actors within civil society and has broadened accountability mechanisms. Partnerships with bilaterals, foundations and the private sector have encouraged innovation and leveraged greater amounts of financing in support of ambitious joint initiatives.

b) The Global Environment Facility

44. The Global Environment Facility, jointly implemented by the United Nations Development Program (UNDP), United Nations Environment Program (UNEP) and the World Bank, aims to assist developing and transition economy countries in protecting and managing the global environment in the areas of biological diversity, climate change, international waters and the ozone layer. The GEF, like the Bank, has in recent years come to understand that partnerships with a broad range of public and private stakeholders can improve project performance and accountability. A review of the 72 GEF-funded projects in March illustrated that stakeholder identification and participation in GEF projects is not only becoming increasingly complex, but is being handled more systematically and effectively.⁵ One factor contributing to the effectiveness of this participation is the range of financing mechanisms (long-term conservation financing, trust funds or sinking funds) that enable the involvement of partners such as NGOs in carrying out project components.

45. The Philippines Biodiversity Project approved in FY97 illustrates the contribution of NGOs to effective implementation of GEF biodiversity protection programs. This project also aims to introduce a decentralized management system of forest resources by user groups. The NGOs for Integrated Protected Areas, Inc. (NIPA) is contracted to identify and involve direct beneficiaries in the protection and preservation of forest resources. These NGOs are responsible for designing participatory implementation arrangements to ensure the people's willingness to maintain and support the protected parks.

c) BankWWF Alliance for Forest Conservation and Sustainable Use

46. In June, Mr. Wolfensohn committed the Bank to a global alliance with the World Wildlife Federation (WWF) to support the conservation and sustainable use of the world's forests. The BankWWF Alliance for Forest Conservation and Sustainable Use was formed to help better meet requests for technical and

(5) A Review of Participation in the World Bank's GEF Portfolio, Dissemination Note No. 52

financial support by governments committed to the international Convention on Biodiversity, as well as WWF's Forest for Life Campaign, which aims to create a national system of forest protected areas covering at least 10% of each forest type by the year 2000. The targets of the Alliance are to bring under independently certified sustainable management i) 50 million hectares of effectively protected priority forest areas, and ii) 200 million of the world's production forests by the year 2005. The Alliance will seek partnership with governments as well as bilaterals, NGOs and forest stakeholders to develop country-specific plans of action to meet these targets. A founding workshop for the Alliance is scheduled to take place in November, 1997.

d) Bank-IUCN Joint Initiative on Large Dams

47. The World Bank/IUCN World Conservation Union Joint Initiative on Large Dams was initiated at a workshop held in Gland, Switzerland. The workshop brought proponents, critics, and specialists together to discuss issues on the subject of Large Dams in an «open, transparent and rigorous process.» Participants committed to forming an international Commission to review the development effectiveness of large dams and their alternatives, and to develop standards, criteria, and guidelines to advise future decision making. An Interim Working Group was established in June, and is overseeing the Commission, which was launched officially in November, 1997.

International relations of national NGOs

by Cyril Ritchie*

The Council of Europe is in the front line of the defence of human rights and fundamental freedoms. The Council of Europe is therefore an international front line of defence for NGOs throughout Europe. Through its various departments and commissions, through the implementation of its many normative agreements and conventions, the Council of Europe identifies and moves to correct failures of democracy, social injustices, infringements of human rights, environmental hazards. When we speak of international relations of national NGOs in Europe we must therefore think first of all of strengthening relations with the CoE, knowledge of the CoE, support for the CoE. The principles on which the CoE is founded are wholly compatible with the broad ethics that animate the vast majority of NGOs, and our destinies are intertwined.

NGOs in Europe thus have a self-imposed duty to become fully informed about the functioning of CoE organs and instruments, and seek ways to participate fully in those that are appropriate to each NGO's goals and activities. The principal titles to keep in mind are

- . the European convention on the recognition of the legal personality of international NGOs
- . the European Convention on Human Rights
- . the European Convention for the prevention of torture and inhuman or degrading treatment or punishment
- . the European Convention on the legal status of migrant workers the European Social Charter
- the European Charter for regional or minority languages
- . the North-South Centre of the CoE
- . the Congress of Local and Regional Authorities of Europe the European Youth Centre and Youth Foundation
- . and the various CoE campaigns, such as against racism, for nature conservation, for global solidarity.

NGOs are together a front line of attack: promoting justice, human rights, social and cultural openness, comprehension among peoples, in short promoting peace and human dignity.

But of course the international relations of national NGOs also extend to and encompass the United Nations whose Charter enunciates philosophies and principles that are shared by civil society. We should not be put off or deterred by the fact that the UN's ideals are often neglected or confounded by governments that have signed the Charter but do not observe its provisions. Such failures stem from the interplay of political and partisan interests. The UN Secretary General and civil society however have at the centre of their vision global human wellbeing or, to repeat the same concepts as above: peace and human dignity. It is in that framework that we need to enhance international relations between NGOs and the UN.

I shall not here take time to elaborate on the vast subject of formal consultative statuses with the UN and its various agencies and programmes. An abundant literature on that is available, and as with all topics that concern the UN system and international NGOs, absolutely comprehensive documentation and reference material is available at the Union of International Associations (40 rue Washington, B-1050 Bruxelles).

I want rather to concentrate on the reality of the implementation of the goals shared by the UN and NGOs. In the first case let us look at the field of UN Conventions and Pacts: these cover such areas as civil and political rights, social and economic rights, the protection of migrant workers and their families, the elimination of discrimination against women, the rights of the child, the protection of the environment, the abolition of landmines, and much more. There is an entire additional category of Conventions worked out by the International Labour Organisation (ILO), the only intergovernmental organisation that has representatives of civil society - specifically trade unions - alongside governments and employers at the heart of its decision-making process.

* President, Federation of semi-official and Private International Institutions Established in Geneva (FUG). This paper was read at the Council of Europe Multilateral meeting on "The legal status of Non-Governmental Organisations and their role in a pluralistic democracy", Budapest, October 1998,

Transnational Associations, 6/1998, 297-299.

All of the above illustrate why the CoE is not only a first international line of defence of democracy and freedom but that the CoE and

The reasons why NGOs should be profoundly concerned with UN Convention and Pacts are multiple but they are essentially simple:

- a) International Conventions and similar instruments are the bedrock of the international rule of law to which NGOs are widely committed, and without which citizens' basic freedoms are not guaranteed. It is accordingly in our fundamental interest to support and publicise all these Conventions, which set out standards by which civilisations may be judged.
- b) However Conventions need to be implemented! And the implementation needs to be monitored! And failures of implementation need to be exposed and rectified! All of these actions are the essential domain of organised civil society which knows the truth of the ancient adage "The price of liberty is eternal vigilance". NGOs need to be familiar with the texts of International Conventions, and with the actions taken or not taken by national governments to incorporate the purposes of the Conventions into national law and practice. NGOs need to know the methods and channels open to citizens i) to demand implementation of specific articles of a convention, ii) to challenge decisions they consider contrary to the provisions of a convention, iii) to make appeals against decisions that conflict with a convention. NGOs are thus permanent advocates of the rights enshrined in Conventions and permanent watchdogs on the availability and applicability of these rights.

All that I have said on Conventions applies *mutatis mutandis* to a second area of UN-NGO relations, namely, the series of UN World Conferences and World Summits held during the past ten years (on Children, Environment and Development, Human Rights, Natural Disasters, Population, Social Development, Women, Habitat). With the increasingly significant and extensive, participation of relevant and competent NGOs, these World Conferences and Summits have adopted generally

valid and stimulating Declarations, Programmes, Plans of Actions, Strategies. But putting these programmes and strategies into practice is an entirely different story! Government delegates who, remember, sign these programmes at a Summit and thereby make a firm promise to take action return home from a Summit and immediately turn their daily attention to other political priorities, or they hear from their Minister of Finance that the government could not afford the action required.

Here thus again the role of organised civil society as advocate and watchdog is capital. NGOs need to follow at the national level the implementation of the promises governments make at World Conferences and Summits. NGOs need to make their specialised professional/social/technical/scientific/legal knowledge available to government officials and to parliamentarians at every stage of the follow-up to Summits: drafting of national legislation, drafting of implementation decrees, establishment of supervisory and communication mechanisms, procedures for redress of policy errors and misinterpretations, channels for public participation in decision-making, and as always the process for an appeal when things are deemed to have gone wrong.

It is thus clear that the extent of an NGO's international relations is tied to the competence and credibility that an NGO has on its national territory in those areas of human endeavour on which it has chosen to focus. If we know what we're talking about, people are more likely to listen! Governments are more likely to listen. Parliamentarians and the media are more likely to listen. If the NGO input on any issue is competent and relevant, the legislative or administrative output is bound to be improved. And when high national standards exist for implementing international covenants and world conference strategies, then the international instruments and mechanisms acquire increased force and credibility, as does the rule of law. For human progress, so much does depend nationally and internationally on an alert, organised civil society.

1.1. Footnote:

AU of these topics will teach new heights of analysis and deliberation at the World Civil Society Conference 1999, an initiative of the United Nations University, and a follow up to the 1995 Commission on Global Governance. This Conference (which we are calling WOC-SOC for "ease" of identification) will be held in December 1999 in Montreal and will bring together leaders of civil society international, regional and sub-regional networks. Its four main themes will be

- UNNGO shared goals
- Partnerships (the non-profit sector, the profit sector, governments, parliaments, inter-governmental bodies)
- International Conventions and World Summits (from texts to deeds). Codes of ethics/codes of conduct
- Codes of ethics/codes of conduct

Information on preparation for this World Civil Society Conference whose theme title is *Building Global Governance Partnerships* will be available in coming weeks.

Policy issues relevant to inter-firm cooperation, clustering and networking

Globalization and the post-Uruguay round have brought with them a new competitive environment and hence new requirements for sustained competitiveness on the part of firms. International partnering, networking and clustering within localities are some of the best ways to build and sustain the kind of competitiveness that small- and medium-sized enterprises need to survive and grow in a globalizing economy. Two expert meetings, one on partnering and the other on clustering and networking, were held in 1998. Experts reviewed the role of public policies promoting inter-firm cooperation, regional clusters, export processing zones and busi-

ness incubators, as well as support measures and programmes. Both expert meetings underlined the primary role of Governments in providing an enabling macroeconomic environment, legal and regulatory framework and basic infrastructure for cooperation among firms via partnerships, clustering and networking. Governments could also encourage and empower meso-level institutions such as business associations, academic institutions, business service centers and non-governmental organizations, to play an active role in promoting these activities. UNCTAD was requested inter alia to undertake a number of studies including (a) to develop criteria

and checklists of conditions, capacities, and attitudes that make companies "partnership-ready"; and (b) to prepare a study on innovative, non-fiscal incentives which can be used to promote clustering and networking. The Commission is asked to review the outcome of these meetings and their recommendations with a view to setting the work programme for 1999.

(From: UNCTAD, TRADE AND DEVELOPMENT BOARD
Commission on Enterprise, Business Facilitation and Development
Third session
Geneva, 23-27 November
1998
Item 3 of the provisional agenda

Une conférence de citoyens sur les plantes transgéniques

L'expérience danoise des conférences de consensus intéresse depuis longtemps tous ceux qui s'occupent d'évaluation des choix technologiques, la Lettre EMERIT, publiée par la Fondation Travail - Université à Namur, s'est fait l'écho à plusieurs reprises de ces initiatives, qui visent à accroître la participation du public dans les débats sur les grandes orientations des politiques de recherche et d'innovation.

Le principe des conférences de consensus est simple. Un groupe de citoyens ordinaires est sélectionné sur base de réponses volontaires à des annonces publiées dans la presse. Il est convié à une session de travail de trois jours avec des experts, face à un enjeu de société qui doit faire l'objet d'une décision politique au Parlement. Après un stage de for-

mation préalable, la conférence de consensus proprement dite se déroule selon un programme de travail bien structuré: questions aux experts, comptes rendus rédigés par les participants, nouvelle confrontation avec les experts, rédaction d'un rapport de consensus qui exprime les convergences, les divergences et les recommandations, puis enfin présentation publique aux parlementaires et à la presse. C'est l'institution parlementaire danoise de technology assessment (Teknologi Naevnet) qui a mis au point cette méthodologie à la fin des années 80 et qui, au fil du temps, l'a adaptée aux circonstances.

Un débat public sur un thème controversé

L'Office parlementaire français d'évaluation des choix sci-

entifiques et techniques (OPESCT) a décidé cette année d'exploiter les acquis de l'expérience danoise pour favoriser un débat public sur un thème d'actualité: la dissémination des organismes génétiquement manipulés, et en particulier des plantes transgéniques.

Le contexte français est particulièrement favorable à une telle initiative. En novembre 1997, le gouvernement autorise pour la première fois la mise en culture du maïs transgénique de la société Novartis, mais annonce un moratoire sur tous les autres organismes génétiquement manipulés (OGM).

Cette décision est un compromis entre d'une part, la pression des grandes entreprises multinationales qui commercialisent les OGM, et d'autre part, les craintes d'une partie de la communauté sci-

entifique et de l'opinion publique, qui redoute que des décisions lourdes de conséquences pour la santé en l'environnement soient prises à la sauvette, sous la pression des seuls intérêts financiers. A cette époque, le gouvernement et le parlement promettent également un large débat public sur les opportunités et les risques de la diffusion des OGM. L'organisation d'une conférence de consensus, rebaptisée conférence de citoyens, fait partie de ces initiatives de débat public.

Evaluer les risques

Les termes de la controverse sont vastes et la Lettre EMERIT de juin 1997 faisait le point à ce sujet. Les plantes transgéniques ont subi une modification de leur patrimoine génétique, qui leur confère une meilleure résistance tantôt aux herbicides, tantôt aux antibiotiques, tantôt au pourrissement, etc. L'objectif des industriels est d'accroître la productivité de l'agriculture intensive et d'améliorer la conservation des denrées, donc leur possibilité de commercialisation à l'échelle mondiale.

Les risques potentiels liés à la diffusion des plantes transgéniques concernent d'abord la santé humaine et l'environnement. Est-on certain de l'innocuité à long terme de gènes de résistance aux antibiotiques disséminés dans les produits agricoles? Comment évaluer l'impact des variétés manipulées sur les écosystèmes où elles vont être introduites? La pollution par les herbicides et les fongicides ne va-t-elle pas s'aggraver, si les plantes cultivées risquent moins d'être détruites par l'usage intensif de ces produits chimiques? Il y a encore bien d'autres interrogations, notamment sur l'information et de la protection des consommateurs, la dimension éthique, le maintien de

la biodiversité, le pouvoir économique des détenteurs des brevets des semences. Plus globalement, le cas des OGM est révélateur de la difficulté des Etats et des gouvernements à définir leur propre conception de l'intérêt collectif, face aux pressions de la mondialisation des marchés.

Ces questions sont d'autant plus urgentes que l'assiette transgénique commence déjà à se remplir: maïs, soja, tomate, riz, petits pois, melon, pomme de terre, ... et même le vin, offense suprême. Une firme espagnole a mis au point des levures transgéniques qui permettent d'altérer la saveur des "petits vins" méditerranéens pour mieux correspondre aux goûts edulcorés du consommateur moyen américain ou asiatique.

Toutes ces questions étaient au menu de la conférence de citoyens qui a eu lieu en juin à Paris. Pour éviter l'indigestion, les organisateurs ont dû se montrer maîtres dans l'art d'accommoder les plats.

Une conférence bien mijotée

Un panel de quatorze personnes a été sélectionné au début de l'année par l'IOPECST avec la collaboration de l'Institut de sondage IFOP: sept hommes et sept femmes, âgés de 20 à 58 ans, de tous milieux socioprofessionnels. Leur identité a été tenue secrète jusqu'à la veille de la conférence, de façon à éviter des pressions politiques ou commerciales.

Ces quatorze citoyens ont participé à deux week-ends de formation, en avril et en mai. Ils y ont entendu des exposés de onze chercheurs et enseignants universitaires, qui ont tenté de faire le point sur les enjeux, les avantages escomptés et les risques potentiels de l'utilisation des OGM dans l'agroalimentaire. Au cours d'un troisième week-end préparatoire,

les quatorze membres du panel, aidés par un animateur de l'IOPECST, ont sélectionné les questions qu'ils souhaitent voir débattre lors de la conférence publique et ont arrêté la liste des experts avec qui ils voulaient en discuter. Les cinq questions destinées à structurer le déroulement et la conférence publique ont été formulées par les participants de la manière suivante:

- * dans l'état actuel des recherches, quelles sont les conséquences de la consommation d'OGM pour la santé de l'homme?
- * Comment peut-on se garantir contre les proliférations incontrôlées des OGM dans l'environnement?
- * Compte tenu des enjeux économiques que représente une information de qualité, qu'est-il prévu en ce qui concerne l'information des consommateurs à propos des OGM?
- * Comment le législateur va-t-il prévenir les dommages hypothétiques à moyen et long terme qui pourraient être causés par les OGM?
- * Compte tenu de la complexité des intérêts en jeu, comment vont se réguler les inévitables rapports de forces entre les différents intervenants économiques et politiques?

Un événement public

La conférence publique a eu lieu à l'Assemblée Nationale, en présence d'environ 150 personnes, dont de nombreux journalistes, du samedi 20 juin au matin au dimanche 21 à midi. Elle a été retransmise en direct sur un canal du réseau de télédiffusion de la région parisienne et des extraits sont diffusés en différé sur les grandes chaînes de télévision.

Une trentaine d'experts ont participé aux discussions avec le

panel de citoyens. Ils provenaient des institutions scientifiques, des milieux industriels, des associations professionnelles agricoles, de la santé publique, des agences environnementales et du mouvement associatif.

Les commentaires de la presse sur le déroulement de la conférence insistent sur le décalage entre le message des scientifiques et le message des industriels. Les premiers ont souvent mis en évidence les lacunes de leurs connaissances et ont appelé à la prudence, même quand ils n'étaient pas défavorables au principe de la dissémination des plantes transgéniques. Ils ont demandé des garanties sur l'indépendance des experts chargés de l'évaluation des risques et exprimé leur préférence pour une réglementation européenne très prudente dans un premier temps, quitte à évoluer vers plus de souplesse ou de rigidité au fur et à mesure que les connaissances progressent. Certains experts, notamment en provenance de l'Institut National de Recherche Agronomique, ont proposé un moratoire de deux ans sur l'exploitation commerciale, assorti d'un programme de recherche intensif sur l'évaluation des risques.

Les industriels, par contre, ont insisté sur les inconvénients de toute forme de moratoire ou de protectionnisme et sur les risques de marginalisation de l'industrie française. Ils ont souligné que les OGM visaient aussi à une amélioration de la qualité des aliments. C'est d'ailleurs ce dernier message que les firmes Novartis (Ciba-Geigy-Sandoz), Monsanto et Rhône-Poulenc, leaders du marché, ont cherché à faire passer dans les pages de publicité qu'elles ont fait insérer dans les grands quotidiens français tout au long de la semaine avant la conférence.

Le rapport rédigé par le groupe de citoyens à l'issue de la conférence est indiscutablement placé sous le signe de la prudence. Le panel a manifestement été davantage convaincu par les assurances des industriels, mais il n'a pas suivi les associations et les experts les plus radicaux qui demandaient l'interdiction de l'utilisation commerciale des OGM en agriculture, au nom du principe de précaution.

Le 30 juin, le député socialiste J-Y. Le Déaut, président de l'OEPECST, présente aux parlementaires et à la presse le rapport de son institution suite à la conférence de citoyens. L'Office parlementaire fait siennes un bon nombre de recommandations du panel de citoyens, notamment la proposition d'un moratoire de deux ans sur la mise en culture du colza transgénique et la recommandation de ne plus accorder d'autorisation nouvelle pour les variétés de maïs transgénique qui contiennent un gène de résistance aux antibiotiques. Mais il préconise le maintien de l'autorisation déjà accordée au maïs de la firme Novartis, qui contient pourtant un tel gène.

Une bonne amorce pour un débat public

La conférence de citoyens aura eu le mérite de renouveler les modalités du débat sur les plantes transgéniques, qui était resté cantonné au cercle étroit des décideurs politiques, industriels et scientifiques et dominé par une logique d'affrontement entre partisans résolus et adversaires convaincus. Les certitudes des uns et les convictions des autres ont dû se plier à la critique. Ceci n'a pas empêché certains de crier à la "mascarade démagogique".

Certes, un panel de quatorze personnes ne peut tenir lieu à lui seul de débat public et tel n'était pas l'intention des organisa-

teurs. Mais de manière générale, la presse française et les milieux politiques ont apprécié cet exercice de participation directe de citoyens.

L'actualité récente a d'ailleurs bien montré que le débat n'était pas clos. Le 25 septembre, le Conseil d'Etat, répondant à une requête des associations Greenpeace et Ecoropa, a annulé les arrêtés d'autorisation de mise en culture du maïs Novartis, sous réserve d'un jugement définitif en décembre prochain. Les arguments du Conseil d'Etat font largement écho aux risques identifiés lors de la conférence de citoyens, notamment le développement d'une résistance des insectes, les pyrales, au gène censé les tuer; le danger de dissémination incontrôlée de ce gène; le risque d'allergies chez les consommateurs; la possibilité de dissémination d'un gène de résistance à un antibiotique courant, l'ampicilline.

La France n'est pas le seul pays d'Europe à avoir mis en oeuvre des formes de débat public sur les politiques de développement technologique et de commercialisation des OGM. Le Danemark, l'Allemagne et les Pays-Bas l'ont précédée. Mais l'intérêt de l'initiative française est de montrer que les conférences de citoyens ne sont pas une bizarrerie du folklore nodique et qu'elles peuvent contribuer utilement à changer les habitudes politiques face à des choix technologiques importants.

Les rapports du panel de citoyens et de l'OEPECST sont accessibles sur Internet: www.assemblee-nat.fr

*Fondation Travail - Université ASBL
Unité recherche
"Travail & Technologies"
ne de l'Arsenal 5.B.500 Namur
Tél.081-725122
Fax.081-725128
E-mail:pvendramin@computerserve.com*

Conclusions d'une évaluation interne et consultation sur un futur programme de coopération entre l'Europe des ONG et les ONG du Sud

Dans la dernière phase des deux années du projet pilote sur la coopération décentralisée, les organisations chargées de sa mise en oeuvre (le Comité de liaison des ONG auprès de l'Union européenne en collaboration avec Eurostep, Aprodev et Cidse) ont entrepris une évaluation interne de ses forces et de ses faiblesses. Tout en relevant diverses bonnes raisons de poursuivre le programme de coopération décentralisée, le besoin s'est manifesté de l'intégrer dans une stratégie plus large, ancrée dans la pratique concrète du partenariat entre les ONG européennes et celles du Sud. Lors d'une réunion de deux jours, en mars 1998, le groupe de pilotage et les conseillers éditoriaux ont tiré les premières conclusions de cette évaluation et ont discuté du cadre et des grandes orientations d'un suivi au projet.

La réunion des 9 et 10 juillet a poursuivi cette réflexion sur le suivi du projet de CD dans un futur programme du CL avec les ONG du Sud.

Objectifs de ces deux jours de réunion

- tenir compte de l'environnement politique et institutionnel dans lequel opère la CD,
- réfléchir au rôle du CL, de ses ONG membres et de ses partenaires au Sud dans cet environnement en évolution (par ex. émergence de nouveaux acteurs tels que les gouvernements locaux, nouvelles approches dur partenariat et de la coopération décentralisée),
- examiner les options concernant un futur projet avec une implication acme des ONG du Sud.

Méthodologie

La réunion était organisée en groupes de travail parallèles sur la base des études de cas. Les rapports de ces groupes ont nourri la discussion en plénière sur un futur programme, incorporant (mais non limité à) la CD:

- relier le futur programme à l'analyse des "forces" et des "faiblesses", des "opportunités" et des "obstacles" révélés par le processus d'évaluation;
- identifier les domaines de priorité, les stratégies, les actions et les parties prenantes.

Quelles leçons peut-on tirer à partir des études de cas? Nous avons demandé aux personnes ressources de présenter leur étude de cas manière à répondre à un groupe de questions. Les conclusions nous ont aidé à élaborer une future approche centrée sur la coopération décentralisée et sur les relations avec les ONG du Sud.

La réunion s'est déroulée en quatre temps:

- 1) Des études de cas ancrées dans la réalité local, mais qui dépassaient les frontières géographiques, de manière à susciter une réflexion sur les enjeux communs et une confrontation des expériences entre les diverses régions.
- 2) Une réflexion sur les aspects opérationnels de la mise en oeuvre de la coopération décentralisée, face aux réalités du terrain. On y a parlé des responsabilités, et pas seulement financières; de la responsabilité de l'ONG engagée dans un processus, en particulier vis-à-vis des thèmes et stratégies mis en oeuvre. Et, last but not least, des responsabilités et des fonctions

des interfaces, car une ONG du Sud n'est éternelle qu'une interface entre les communautés et les bailleurs de fonds.

- 3) C'est à partir des études de cas et des débats en plénière qui les ont suivis que s'est engagé un dialogue entre la DG VIII et le Comité de liaison sur les spécificités du projet; de part et d'autre, on a ressenti le besoin de dépasser la relation financière pour traiter de la stratégie du projet.
- 4) La dernière session, à huit clos, a permis de dégager les orientations et le cadre d'un futur projet à partir de ces deux journées d'intense discussion.

Le projet pilote a généré de nouvelles demandes et attentes du côté des ONG du Sud. L'évaluation a révélé que pour les correspondants du Sud, le niveau d'implication actuel du Sud dans la mise en oeuvre du projet était insuffisant, et devait être davantage institutionnalisé.

Le CL, en tant que réseau et plate-forme d'ONG, se doit de concourir à l'élaboration de systèmes de responsabilisation qui appliquent la clarté dans la gestion financière et un droit d'accès aux informations sur la gestion et le fonctionnement des organisations de mise en oeuvre pour les bénéficiaires. Bunker Roy* définit ce rôle de la manière suivante:

- * Plaidoyer dans le Nord, pour influencer les décideurs sur la qualité de la coopération.
- * Le Sud, pour sa part, s'engage à alimenter le débat par un apport d'informations.
- * Le CL devrait aspirer à devenir "les yeux et les oreilles du Sud".

(Liaison Info 40, octobre 1998)

New... Creations... Plans... New... Creations... Plans... New...

On 18 June 1998, the city of Tampere gave birth to a new international Convention on the Provision of Telecommunication Resources for Disaster Mitigation and Relief Operations.

The Tampere Convention was signed by 33 countries on 18 June 1998, in the English, French and Spanish languages (the Arabic, Chinese and Russian versions will be made available in due course). As the depositary of the Convention, the Secretary-General of the United Nations has been encouraged by ICET-98 to schedule a signing ceremony in New York in connection with the 53rd session of the UN General Assembly.

The Convención was opened for signature in New York on 22 June 1998 and will remain open until 21 June 2003. Under international law, the Convention will officially come into force 30 days after an official ratification or "consent to be bound" has been received from 30 countries. The Tampere Convention is the result of seven years of hard work by governments, and intergovernmental and non-governmental organizations, facilitated by the United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) and the International Telecommunication Union (ITU).

The Convention is not a technical, legal document, that seeks to create detailed and binding rights. Given the subject matter, and the variety of contexts in which disasters occur, it could not be. Rather, it is, according to the Final Act of ICET-98, a targeted effort that establishes an international framework to facilitate the

provision and use of telecommunication resources and to foster cooperation for disaster mitigation and relief.

The Convención comprises 17 articles which provide for the unhindered use of telecommunications in the service of humanitarian assistance and should serve as a model for improving the legal and regulatory environment in which assistance is delivered.

Indeed, signatories to the Convention will be obliged to do their utmost to reduce or remove regulatory barriers to the use of telecommunication resources for disaster mitigation and relief. For example, countries requesting external assistance following a natural or man-made disaster will have to waive their normal licensing and importation provisions covering communication equipment such as mobile phones or radios.

(ITU New 7/98)

The Centre for UN Management Accountability (CUNMA) is a newly created non-profit, non-partisan, NGO/Public Interest Law Firm dedicated to ensuring the long-term survival and viability of the UN and other international organisations. It has several initial goals:

1. to educate international organisation staff members of their rights as international civil servants and to assist such staff to bring appeal cases (to vindicate such rights if same have been violated) that they ordinarily would

be unable or unwilling to bring (particularly those cases which have far-reaching implications for a number of staff);

2. to become a repository (an institutional memory) for reports of incompetence and mismanagement within the UN so that everytime a story or report appears about such subjects in the media, it is not written as if it was the first such story in the subject (and so that such reports are followed up and acted upon, rather than merely being sensationalized for a short time);

3- to force the UN and other international agencies to be more accountable to staff and donor nations for their actions, using legal action and journalistic exposure to force such compliance; and

4. to assist the UN reform effort through external oversight and critique (particularly by searching for and identifying waste and corruption throughout the UN International Organisation system, as well as incompetent or unfit managers).

Direction: Edward Patrick Flaherty, Executive Director/General Counsel

Webpage:

<http://firms.findlaw.com/cunma>
e-mail: cunma@justicemail.com
e-mail discussion group on UN/International Organisation Reform:
www.egroups.com/list/cunma
Telex: 4122-840-9080
Fax: 4122-840-9099
Mailing Address:
case postale 6471, CH-1211
Geneva 6, Switzerland

The actors of the international system
LS acteurs du système international

Globalisation and social change, by Jan Aart Schölte, 1,2-11; 2, 62-79

Mondialisation : dix propositions pour un contre-projet global et local, par Fernand Vincent, 6, 270-283

International relación of nacional NGOs, by Cyril Ritchie, 6,297-299

NGOs: losing the moral high ground, by Richard Holloway, 5, 233-248

Of democratic security, by Frits Hondius, 5, 230-232

Typology of international organisations
Typologie des organisations internationales

Les différents types d'organisations internationales d'après le *Yearbook of International Organizations*, UIA (dir.), 35^e éd., Saur Verlag, Munich, 1998-99.

INGO/NGO/IGO Relations
Relations ONG/OING/OIG

Cooperation between the World Bank and NGOs, 6, 284-296

Les premières ONG ayant reçu le statut consultatif auprès des Nations Unies (1946-48), 6, 300-305

L'application de la Convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des OING, Conseil de l'Europe, 3, 160-162

The UN Security Council and the ICC, Stanley Foundation, 162-166

L'AMI : l'accord omnivore, par Valérie Peugeot, 5,249-252

Of democratic security, by Frits Hondius, 5,230-232

Social and Economic Issues
Questions économiques et sociales

International feminist networks and solidarity, by Virginia Vargas, 2, 91-99

Images of the South, Oxfam leaflets: construc-

tion and purpose, by Hideki Moro, 3, 118-129

Citizen's initiatives on sustainable consumption, by Nadia Mc Laren, 3, 130-147

Sustainable approaches: new approaches are needed, by Eva Charkiewicz, 4, 178-192

Le rôle des associations - une contribution à la société européenne, Comité des régions de l'Union européenne, 4, 193-200

Assistance aux organisations active dans le domaine de la lutte contre la discrimination et pour l'égalité de traitement, Groupe Politique migratoire, 4, 201-213

L'AMI : l'accord omnivore, par Valérie Peugeot 5, 249-252

Modernisation et mutations sociales dans la Chine post-maoïste, par Marie-Claire Bergère, 5,253-255

Education, Culture, Communication and Gender
Culture, communication, éducation et genre

Networks for people and their communities. Making te most of the information society in che European Union, Information Society Forum, 1, 28-37; 2, 80-90

International feminist networks and solidarity, by Virginia Vargas, 2, 91-99

L'évolution transdisciplinaire de l'université, par Basarab Nicolescu, 3,148-159

Americas
Amériques

Civiliser la démocratie, par Benjamin Barber, 4,174-177

From M. Tocqueville to Mme Clinton: civil society at risk, by Benjamin R. Barber, 5,256-258

Asia
Asie

Modernisation et mutations sociales dans la Chine post-maoïste, par Marie-Claire Bergère, 5,253-255

Europe

Networks for people and their communities. Making the most of the information society in the European Union. Information Society Forum, 1,28-37; 2, 80-90

Civil Society and the State
La société civile et l'Etat

Les ONG de défense des droits de l'homme en quête de légitimité en droit arabe, par Sami A. Aldeeb Abu-Sahlieh, 1,12-27
Liste des associations internationales ayant la personnalité civile en Belgique, 1, 38-54
Civiliser la démocratie, par Benjamin Barber, 4,174-177
From M. Tocqueville to Mme Clinton: civil society at risk, by Benjamin R. Barber, 5, 256-258

International Meetings
Réunions internationales

Participation aux congrès de 1999, 4, 214-216

Association News
Vie associative

1, 55-58; 2, 110-111; 3, 167-170; 4, 217-223; 5, 260-266; 6, 300-305

New International Organisations
Nouvelles organisations internationales

2, 111-113; 3,179-180; 4, 223-224; 5, 292

Book Reviews
Bibliographie

Le travail en réseau dans les administrations publiques et les services non marchands, par Gérard Valenduc et al., Dondation Travail-Université, Namur,1997,2, 110
MEZZO, International Planned Parenthood

Federation

International Instruments of the United Nations. A Compilation of Agreements, Charters, Convention Déclarations, Principles, Proclamations, Protocols Treaties adopted by the General Assembly of the United Nations, 1945-1995, compiled and edited by Irving Sarnoff, Friends of the United Nations, 1997, 4, 224
Inside NGOs: Tensions between NGO Headquarters and Field Officers, by Naoki Suzuki, IT Publications, 1998.

Author Index
Index des auteurs

ALBEEB Sami A., 1, 12-27
Banque mondiale, 6, 284-296
BARBER Benjamin, 4, 174-177; 5, 256-258
BERGERE Marie-Claire, 5, 253-255
CHARKIEWICZ Eva, 4, 178-192
Comité des régions de l'Union européenne, 4, 193-200
Conseil de l'Europe, 3, 160-162
Groupe Politique migratoire, 4, 201-213
HOLLOWAY Richard, 5, 233-248
HONDIUS Frits, 5, 230-232
Information Society Forum, 1, 28-37; 2, 80-90
Mc LAREN Nadia, 3, 130-147
MORO Hideki, 3, 118-129
NICOLESCU Basarab, 3, 148-159
PEUGEOT Valérie, 5, 249-252
RITCHIE Cyril, 6, 297-299
SCHÖLTE Jan Aart, 1, 2-11; 2, 62-79
Stanley Foundation, 3, 162-166
UAL, 1, 38-54; 4, 214-210; 6, 300
VARGAS Virginia, 2, 91-99
VINCENT Fernand, 6, 270-283

Index of Page Numbers
Index de pagination

n° 1 1-60
n° 2 61-116
n° 3 123-182
n° 4 183-228
n° 5 229-268
n° 6 269-310

Transnational Associations
Associations transnationales

50th year
50^e année

Some items in recent issues :

Parmi les thèmes traités récemment :

Transnational actors in the international system
Les acteurs transnationaux dans le système international

The recognition of the legal personality of INGOs
La reconnaissance de la personnalité juridique des OING

Cooperation between INGOs and IGOs
La coopération entre les OING et les OIG

Social movements, trade unions and coopératives
Mouvements sociaux, syndicats et coopératives

Social and economic development
Développement économique et social

Environmental problems
Les problèmes écologiques

Humanitarian aid and humanitarian law
L'aide et le droit humanitaires

Language, communication, education and gender
Langage, communication, éducation et égalité des sexes

Civil Society and the State
La société civile et l'Etat

Internationalism in Science
Science et transnationalité

Latin American and North-American Associations
Les associations latino-américaines et nord-américaines

African Associations
Associations africaines

European Associations after Maastricht
Les associations européennes après Maastricht

Arab Associations
Associations arabes

Asian Associations
Associations asiatiques

Issue number :

Numéros :

6/1994, 6/1995,
3/1997, 2/1998.

3/1986, 3/1990,
5/1990, 3/1995.

2/1996, 5/1996,
6/1996, 1/1997.

1/1996, 5/1996,
6/1996, 3/1997.

4/1995, 1/1996,
4/1996, 4/1998.

4/1989, 1/1990,
4/1995, 2/1996.

2/1992, 4/1992,
2/1994, 2/1996.

1/1996, 4/1996,
3/1997, 2/1998.

1/1996, 6/1996,
3/1997, 4/1998.

6/1997.

6/1989, 3/1990,
1/1993, 4/1996.

3/1994, 4/1995,
1/1996, 2/1996.

2/1997, 1/1998,
2/1998, 4/1998.

1/1998.

2/1997.

Some authors / ont publié dans nos colonnes :

Sami A. Aldeeb, Chadwick Alger, Benjamin R. Barber, Chérif Bassiouni, Mohammed Bedjaoui, Jan Berting, Maurice Bertrand, Elise Boulding, Boutros Boutros-Ghali, Cynthia Cockburn, Jacques Delors, Adama Dieng, Johan Galtung, Susan George, André Gorz, Group of Lisbon, Robin Guthrie, Robert Harris, Jürgen Höffner, Alexandre Kiss, Alain Labrousse, Ronnie D. Lipschutz, Marc Luyckx, Elikia M'Bokolo, Morton Mitchnik, Edgar Morin, Basarab Nicolescu, Ignacio Ramonet, François Rigaux, Nigel Rodley, Wolfgang Sachs, Pierre de Senatclens, Jan Aart Scholte, Vaudani Shiva, Rodolfo Slavenhagen, Rajesh Tandon, Charles Taylor, Peter Waterman.

Transnational Associations

Associations transnationales

Editor
Rédacteur en chef
 Paul GHILS

Editorial Board
Comité de rédaction
 Jacques RAEYMAECKERS
 Geneviève DEVILLE
 Anthony J.N. JUDGE
 Ghislaine de CONINCK

Published by/Publié par
 Union of International
 Associations (UIA)
 (founded 1910)
 Issn-0020-6059

Administration
 rue Washington 40,
 1050 Bruxelles (Belgium)
 Tél (02) 640 18 08 -
 640 41 09
 Fax (322) 646 05 25
 E mail: uia@uia.be

Editeur responsable
 Jacques Raeymaeckers
 rue Washington 40
 1050 Bruxelles (Belgique)
 TEL (02)640 18 08 -
 64041 09
 Télécopie: (322) 646 05 25

Subscription rate
 BF 1.780, or equivalent per
 year (6 issues) V postage
 BF 270.

Abonnement: FB 1.780 ou
 équivalent, par an (6
 numéros) + Frais de port
 FB 270.

Method of payment
*Mode de paiement à
 utiliser*

Bruxelles: Compte chèque
 postal n° 000-0034699-70 ou
 Compte n° 210-0508283-55
 à la Générale de Banque, 253,
 avenue Laitie, 1050
 Bruxelles.

04552334, National
 Westminster Bank Ltd,
 21 Lombard Street.

Genève: Compte courant
 n° 472.043.30 Q à l'Union
 des Banques suisses.

Paris: par virement compte
 n° 545150-04200 au Crédit
 du Nord, 6-8 boulevard
 Haussmann, Paris 75009.

Copyright © 1996 by

Associations. All rights
 reserved. No part of this
 work may be reproduced or
 copied in any form or by

electronic, or mechanical,
 including photocopying,
 recording, taping or

systems - without written
 permission of the Secretary
 General, Union of

UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES
 UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

Président d'honneur:
 August VANSTENDAEL
 (Belgique)
 Ministre d'Etat

EXECUTIVE COUNCIL
 CONSEIL

President:

Anne Marie BOUTIN (France)

à la Cour des Comptes

Vice-Présidents:
 Raymonde MARTINE AU
 (Canada)
 Chargée des relations avec
 les ONG, Office

Turkia OULD DADDAH
 (Mauritanie)
 Directeur général de l'Institut
 international des sciences

Cyril RITCHIE (Ireland)
 President, Federation of
 Semi-Official and Private

Established in Geneva (FUG)

Treasurer General

Treasurer général
 Paul E. HIERNALUX
 (Belgique)
 Président honoraire de
 l'Association des chambres

européennes
 (EURO-CHAMBRES)

Secretary-General

Secrétaire général
 Jacques
 RAEYMAECKERS
 (Belgique)
 Ambassadeur honoraire.

Members / Membres
 Michael BAKER
 Former Executive Secretary
 International Council of
 Scientific Unions
 Yves BEIGBEDER
 Senior Special Fellow,
 UNITAR
 Nina BELYAEVA (Russia)
 President
 Interlegal Research Center

Paul CARÓN (Suisse)
 Expert financier
 Christian DE LAET
 (Canada)

President, Development,
 Alternatives, Montréal.
 André DE SCHUTTER
 (Belgique)
 Président de la Fédération des

études en Belgique (FAIB)
 Philip EVERIS
 (Netherlands)
 Professor, Instituut voor

Frits HONDIUS
 (Netherlands)
 Chief Trustee
 Europhil.
 George KIBEDI (Canada)
 President, Educational
 Society
 Georges MALEMPRE
 (Belgique)
 Directeur du

UNESCO.
 Marcel MERLE (France)
 Professeur émérite
 Université de Paris I
 Andrew E. RICE (USA)
 Consultant, Former Deputy,
 Society for International
 Development
 Egon SLOPIANKA
 (Allemagne)
 Ancien secrétaire général de
 l'Alliance européenne des
 UCJG-YMCAS(EA.Y).
 Gianni TIBALDI (Italie)
 Professeur, Università di
 Padova, SIOI-Palazzo Renke.

UIA
 REPRESENTATIVES
 REPRESENTATIONS
 REPRESENTANTES DE

L'UIA
 Organisation des Nations
 Unies:
 New York: Andrew RICE
 Genève: Cyril RITCHIE
 Paris: Maryvonne
 STEPHAN